

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**LOI n° 2003 - 035**

**Autorisant la ratification de l'Accord entre  
le Gouvernement de la République de Madagascar et  
le Gouvernement de la République de Namibie sur  
les services aériens entre et au-delà de  
leurs territoires respectifs**

**EXPOSE DES MOTIFS**

En application de la politique de coopération et d'intégration définie dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté Economique Africaine (CEA) et la Déclaration de Yamoussoukro relative à une politique commune en matière de transport aérien en Afrique, un accord aérien a été signé le 31 mai 2001, à Windhoek, entre Madagascar et Namibie.

Ce nouvel Accord reflète la nouvelle politique de libéralisation du transport aérien de Madagascar et, devrait favoriser le développement d'une coopération régionale pour l'exploitation de lignes au sein de la région, et même au-delà des territoires respectifs des deux Parties. Il prévoit notamment :

- le principe de désignation multiple des compagnies exploitantes par chaque Partie Contractante ;
- l'éligibilité de la compagnie exploitante conditionnée par son implantation et son siège social sur le territoire de la Partie Contractante qui l'a désigné ;
- la libre détermination par chaque compagnie désignée de sa capacité, de son type d'appareil, de ses fréquences de desserte ainsi que de ses tarifs ;
- le respect des normes de sécurité et de sûreté internationales ainsi que le principe d'une assistance mutuelle face aux actes de capture illicite d'aéronef ;
- le libre transfert des excédents de recettes sur les dépenses d'exploitation réalisés sur le territoire d'une Partie Contractante et ce, dans la limite permise par les réglementations de change de ladite Partie Contractante ;
- et la possibilité de coopération entre compagnies aériennes.

Après ratification, l'Accord aérien entrera en vigueur à titre définitif.

Tel est l'objet de la présente Loi.

2  
**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**LOI n° 2003-035**

**Autorisant la ratification de l'Accord entre  
le Gouvernement de la République de Madagascar et  
le Gouvernement de la République de Namibie sur  
les services aériens entre et au-delà de  
leurs territoires respectifs.**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 29 octobre 2003 et du 18 décembre 2003, la Loi dont la teneur suit :

**Article premier** .- Est autorisée la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.

**Article 2** .- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

**Antananarivo, le 18 décembre 2003**

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,    LE PRESIDENT DU SENAT,**

**LAHINIRIKO Jean  
RAKOTOMAHARO**

**RAJEMISON**

## Table des Matières

## Préambule

Article 1	: Définition
Article 2	: Octroi de droits
Article 3	: Désignation et autorisation d'entreprises de transport aérien
Article 4	: Sanctions
Article 5	: Application des lois et règlements
Article 6	: Reconnaissance des certificats et licences
Article 7	: Redevances d'aéroport et autres redevances analogues
Article 8	: Exonération de droits de douanes, des frais d'inspection et autres taxes similaires
Article 9	: Principes régissant l'exploitation des services agréés
Article 10	: Tarifs
Article 11	: Soumission des programmes
Article 12	: Sûreté de l'aviation
Article 13	: Sécurité
Article 14	: Fourniture de statistiques
Article 15	: Bénéfices
Article 16	: Représentant de l'entreprise
Article 17	: Règlement des différends
Article 18	: Consultation
Article 19	: Modifications
Article 20	: Enregistrement à l'organisation de l'Aviation Civile Internationale
Article 21	: Dénonciation
Article 22	: Entrée en vigueur
Annexe I	: Tableau de routes
Annexes II	: Principes des SIR sur une base non discriminatoire et sans concurrence
Annexe III	: Principes convenus et critères pour les arrangements de partage de code

ACCORD SUR LES

SERVICES AERIENS

ENTRE

LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR

ET

LA REPUBLIQUE DE NAMIBIE

Accord  
entre  
le Gouvernement de la République de Madagascar  
et  
le Gouvernement de la République de Namibie  
sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.

Les Gouvernements de la République de Madagascar et de la République de Namibie, dénommés ci-après " Parties Contractantes " ;

Etant parties à la Convention de l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le 07 Décembre 1944 ;

Désireux de conclure un Accord, supplémentaire à ladite Convention, en vue d'établir et d'exploiter des services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs ;

ont convenu ce qui suit :

Article 1  
Définitions

Pour l'application du présent Accord et de ses Annexes, à moins que le contexte n'exige qu'il en soit autrement :

- a) le terme "la Convention" signifie la Convention de l'Aviation Civile Internationale, ouverte à la signature à Chicago le septième jour de décembre 1944, y compris toute Annexe adoptée en vertu de l'article 90 de cette Convention, tout amendement aux Annexes ou à la Convention en vertu des Articles 90 et 94 si ces Annexes et amendements sont devenus effectifs ou ont été ratifiés par les deux Parties Contractantes ;
- b) le terme "Autorité aéronautique" signifie, dans le cas de Namibie le Ministre chargé de l'Aviation Civile ou toute autre personne ou organisme autorisé à assumer toute fonction particulière définie par le présent Accord et, dans le cas de Madagascar, le Ministre chargé de l'Aviation Civile ou toute personne ou organisme autorisé à assumer toute fonction particulière définie par le présent Accord ;
- c) le terme "Accord" signifie le présent Accord, ses Annexes et tout amendement de l'Accord ou toute Annexe adoptée conformément à l'Article 18 du présent Accord ;
- d) le terme "Annexe" signifie les Annexes I, II et III, jointes au présent Accord ou tout amendement adopté conformément aux dispositions de l'Article 19 du présent Accord. Dans le cadre de l'application et de l'interprétation du présent Accord, les Annexes font partie intégrante de celui-ci, et toutes références à l'Accord s'appliquent également auxdites Annexes, à moins que le contexte n'exige qu'il en soit autrement ;
- e) le terme "service aérien" signifie tout service aérien assuré par un aéronef pour le transport public de passagers, de bagage, de fret ou du courrier (pour location ou contre rémunération), y compris tout vol de convoyage d'un aéronef pour entreprendre ce service aérien ou tout transbordement effectué pour une liaison ou qui en résulte ;
- f) l'expression "service international", "entreprise de transport aérien" et "escale non commerciale"

ont les significations respectives données à l'Article 96 de la Convention ;

- g) l'expression "partage de code" signifie l'utilisation du code indicatif de vol d'une entreprise de transport aérien, la compagnie participante, sur un service fourni par une seconde entreprise de transport aérien, la compagnie exploitante, ledit service pouvant être considéré comme un service des deux entreprises de transport aérien mais exécuté par la compagnie exploitante (les principes convenus et les critères pour les arrangements de partage de code sont détaillés à l'Annexe III).
- h) l'expression "entreprise de transport aérien désignée" signifie une entreprise qui a été désignée et autorisée conformément à l'Article 3 du présent Accord ;
- i) le terme "tarif" signifie les prix facturés pour le transport de passagers, de bagage et de marchandises et les conditions auxquelles ces prix s'appliquent, y compris les prix et conditions pour frais d'agence et autres services auxiliaires, mais à l'exclusion de la rémunération pour le transport du courrier ;
- j) le terme "territoire" pour un Etat a la signification donnée à l'Article 2 de la Convention.

## Article 2 Octroi de droits

- 1 Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits suivants en vue de l'établissement des services aériens internationaux réguliers et non réguliers :
  - a) le droit de traverser son territoire sans atterrir ;
  - b) le droit d'effectuer des escales sur son territoire à des fins non commerciales.
- 2 Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits spécifiés dans le présent Accord aux fins d'établissement et d'exploitation des services aériens réguliers internationaux sur les routes spécifiées de la Section relative au Tableau de routes annexé au présent Accord. De tels services et routes sont appelés respectivement les "services agréés" et les "routes spécifiées". En exploitant un service agréé sur une route spécifiée, l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante jouira en plus des droits spécifiés au paragraphe (1) du présent Article et, sous réserve des dispositions du présent Accord, du droit d'effectuer des escales sur le territoire de l'autre Partie Contractante aux points spécifiés dans le Tableau de route du présent Accord aux fins d'embarquer et de débarquer des passagers, des bagages et de fret, y compris du courrier.
- 3 Rien dans le paragraphe 2 du présent Article ne sera réputé conférer à l'entreprise désignée d'une Partie Contractante le droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante des passagers, des bagages, de fret ou du courrier contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location à destination d'un autre point situé sur le territoire de l'autre Partie Contractante.
- 4 Chaque Partie accorde à l'autre Partie Contractante le droit d'embarquer et de débarquer sur le territoire de pays tiers, aux points spécifiés dans l'Annexe du présent Accord, des passagers, bagages, fret et poste à destination ou en provenance des points du territoire de l'autre Partie Contractante, spécifiés dans l'Annexe du présent Accord.
- 5 Si à cause d'un conflit armé, de troubles politiques graves ou d'autres événements similaires ou des circonstances spéciales et inhabituelles, l'entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante ne peut pas assurer un service sur ses routes normales, l'autre Partie Contractante facilitera, dans la mesure du possible, la continuation de l'exploitation de ce service par un

réarrangement approprié temporaire de ces routes, y compris l'octroi temporaire de droits de rechange pour une durée jugée nécessaire pour faciliter, sous réserve des besoins nationaux, la continuation des exploitations.

- 6 Aux fins de l'application des paragraphes 1, 2 et 4 du présent Article, chaque Partie Contractante peut spécifier les routes à suivre au-dessus de son territoire par l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante et les aéroports qui peuvent être utilisés. Toutefois, rien dans le présent paragraphe ne peut remplacer les dispositions mentionnées à l'Article 5 du présent Accord ou toute limitation convenue à l'exploitation des services aériens régis par le présent Accord.

### Article 3

#### Désignation et autorisation d'entreprises de transport aérien

1. L'autorité aéronautique de chaque Partie Contractante aura le droit de désigner une ou plusieurs entreprises de transport aérien aux fins d'exploitation des services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées à la Section appropriée du Tableau annexé au présent Accord et de retirer, de remplacer ou modifier de telles désignations. De telles désignations, ainsi que tout changement apporté à ces désignations, doivent être effectués par écrit.
2. Dès réception d'une telle désignation, l'autre Partie Contractante octroiera, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent Article, dans un délai raisonnable, à l'entreprise de transport ainsi désignée les autorisations d'exploitation appropriées.
3. Les Autorités aéronautiques d'une Partie Contractante peuvent exiger de l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante de fournir les preuves satisfaisantes qu'elle est en mesure de remplir les conditions prescrites par les lois et les règlements normalement et raisonnablement appliqués à l'exploitation des services aériens internationaux par ladite autorité conformément aux dispositions de la Convention.
4. Chaque Partie Contractante aura le droit de refuser l'octroi de l'autorisation d'exploitation visé au paragraphe 2 du présent Article ou d'imposer des conditions jugées nécessaires à l'exercice par une entreprise de transport aérien désignée des droits spécifiés à l'Article 2 du présent Accord, dans tous les cas où ladite Partie Contractante n'a pas la preuve satisfaisante que l'entreprise de transport aérien :
  - (i) est implantée et a son siège social sur le territoire de l'autre Partie Contractante ; et
  - (ii) détient un Certificat de Transporteur Aérien valide délivré par les Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.
5. L'entreprise de transport aérien ainsi désignée et autorisée peut commencer à n'importe quel moment les services agréés, à condition que :
  - a) un tarif établi conformément aux dispositions de l'Article 10 du présent Accord soit en vigueur ; et
  - b) un programme d'exploitation soit déposé conformément aux dispositions de l'Article 11 du présent Accord et approuvé.

### Article 4

#### Sanctions

1. Chaque Partie Contractante a le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre

l'exercice des droits spécifiés à l'Article 2 du présent Accord par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie Contractante ou d'imposer des conditions jugées nécessaires à l'exercice de tels droits :

- a) dans le cas où elle n'a pas la preuve que l'entreprise de transport aérien :
  - i) est implantée et a son siège social sur le territoire de l'autre Partie Contractante, et
  - ii) détient un Certificat de Transporteur aérien valide délivré par les Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.
- b) dans le cas où cette entreprise de transport aérien ne se conforme pas aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de l'autre Partie Contractante qui accorde ces droits ; ou
- c) dans tous le cas où cette entreprise de transport aérien ne se conforme pas à une décision mentionnée à l'Article 16 du présent Accord; ou
- d) dans tous le cas où ladite entreprise de transport aérien n'exploite pas les services convenus conformément aux conditions prescrites en vertu du présent Accord ; ou
- e) dans tous les cas où l'autre Partie Contractante ne se conforme pas à toute décision relevant de l'application de l'Article 16 du présent Accord.

2. A moins que la révocation immédiate, la suspension ou l'imposition des conditions mentionnées au paragraphe 1 du présent Article ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles infractions aux lois ou règlements, cette option ne sera exercée qu'après consultation de l'autre Partie Contractante.

#### Article 5

##### Application des lois et règlements

1. Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée et la sortie sur son territoire d'un aéronef utilisé dans la navigation aérienne internationale, ou à l'exploitation et à la navigation de cet aéronef dans son territoire, s'appliquent aux aéronefs des entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante, comme ils s'appliquent à ses propres aéronefs. Ces lois et règlements s'appliquent ainsi à ces appareils à leur entrée ou à leur sortie ou durant leur séjour à l'intérieur du territoire de la première Partie Contractante.
2. Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée ou à la sortie de son territoire de passagers, de bagages, de l'équipage, du courrier ou de fret à bord des aéronefs, y compris ceux relatifs à l'admission, l'autorisation d'accès, l'immigration, les passeports, la douane, la quarantaine et les formalités sanitaires doivent être respectés par les passagers, bagage, équipage, courrier ou fret transportés par la (les) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie Contractante à l'entrée ou à la sortie et à l'intérieur du territoire de la première Partie Contractante.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent Article, chaque Partie Contractante convient de prendre des mesures telles que les zones de transit, les arrangements de transit ou autres mesures, dans lesquelles l'équipage, les passagers, le bagage, le fret, les provisions à bord et le courrier continuant le trajet sur le même vol de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante peuvent rester temporairement à l'intérieur de leur territoire sans surveillance ou contrôle sauf pour des raisons de sécurité aéronautique, du contrôle des narcotiques ou dans des circonstances spéciales.

## Article 6

## Reconnaissance des Certificats et Licences

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante, et encore en vigueur, doivent être reconnus comme valides par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services aériens agréés, à condition que les exigences par lesquelles lesdits certificats ou licences étaient délivrés ou validés, soient au moins égales aux normes minimales établies en vertu de la Convention. Cependant, chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser de reconnaître les brevets et les licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante, pour les vols effectués au-dessus de son propre territoire.

## Article 7

## Redevances d'aéroport et autres redevances similaires

Aucune Partie Contractante n'imposera ou ne permettra d'imposer des redevances qui ne sont pas justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports publics et autres installations de navigation aérienne sous son contrôle, à condition que ces redevances ne soient pas plus élevées que celles qui sont imposées pour l'utilisation desdits aéroports et installations par l'aéronef de ses entreprises de transport aérien assurant des services internationaux similaires.

## Article 8

## Exonération de droits de douanes, des frais d'inspection et autres taxes similaires

1. L'aéronef utilisé sur les services internationaux par la ou les entreprises désignées, ainsi que leurs équipements habituels et de rechange, leurs réserves de carburants, lubrifiants et autres approvisionnements techniques consommables et les provisions de bord, y compris les denrées alimentaires, les boissons, tabacs et tous les articles destinés à la vente ou à la réception des passagers à bord de cet aéronef, seront exonérés de tous droits de douanes, des frais d'inspection à l'arrivée dans le territoire de l'autre Partie Contractante à condition que ces équipements et réserves demeurent à bord de l'aéronef jusqu'à leur réexportation ou leur utilisation sur une partie du trajet effectué au-dessus de ce territoire.
2. Seront également exonérés des mêmes droits locaux et nationaux, des frais et taxes, à l'exception des charges correspondant aux services rendus :
  - a) les provisions de bord embarquées sur le territoire d'une Partie Contractante, dans les limites fixées par les Autorités de ladite Partie Contractante, destinées à être utilisées à bord de l'aéronef de l'autre Partie Contractante utilisé sur les services internationaux ;
  - b) les équipements et pièces de rechanges, y compris les moteurs et les hélices et les équipements d'assistance au sol, importés dans le territoire de l'une des Parties Contractantes pour être incorporés ou consommés par l'aéronef utilisé sur les services internationaux ou pour la maintenance, la réparation ou l'assistance de cet aéronef de l'une des Parties Contractantes ;
  - c) le carburant, les lubrifiants et les autres approvisionnements techniques consommables destinés à ravitailler l'aéronef utilisé sur les services internationaux même lorsque ces approvisionnements sont destinés à être utilisés sur une Partie du trajet effectué au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués ;
  - d) bagage et fret en transit direct ;
  - e) tous équipements nécessaires pour la mise en conformité aux normes et pratiques

recommandées dans l'Annexe 17 de la Convention ;

- f) les documents de l'exploitant et de l'aéronef ; et
  - g) les matériels d'instruction et les matériels de formation.
3. Les produits mentionnés dans les sous paragraphes (a), (b), (c) et (d) du paragraphe 2 du présent Article peuvent être tenus placés sous la surveillance et le contrôle des Douanes.
  4. Les exonérations fournies dans le présent Article s'appliqueront également aux produits énumérés dans cet Article qui sont achetés sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties Contractantes auprès d'une autre entreprise de transport aérien, d'une organisation de maintenance d'avion ou d'un agent d'assistance d'aéronef, à condition que ni le fournisseur ni l'acheteur ne soient déjà bénéficiaires d'un titre de récupération sur les impôts ou droit d'importation ou de ristourne de frais d'inspection ou de taxes locales ou nationales, des droits de douane, des frais ou des taxes déjà payés sur tous ces articles.
  5. Tous les produits importés ou transportés sous le régime de l'exonération prévue dans cet Article, seront de nouveau assujettis aux droits de douane et autres droits, levées et taxes habituellement appliqués à l'importation, l'exportation et/ou la vente de tels produits, conformément aux lois et règlements de la Partie Contractante sur le territoire duquel ces biens s'ils sont vendus ou cédés ou disposés autrement, à toute personne qui ne jouirait pas des exonérations similaires à celles accordées par le présent Accord ou par tout autre Accord ou traité liant ces Parties Contractantes.
  6. Les équipements normaux de bord ainsi que les matériels et approvisionnements qui restent normalement à bord de l'aéronef de l'une des Parties Contractantes, ne peuvent être débarqués sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec l'Accord des Autorités douanières de cette dernière. Dans ce cas, ils peuvent être placés sous la surveillance desdites Autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou disposés autrement conformément aux règlements douaniers.

## Article 9

### Principes régissant l'exploitation des services agréés

1. Les entreprises désignées des deux Parties Contractantes bénéficieront d'une opportunité juste et égale dans l'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées entre leurs territoires respectifs.
2. Dans l'exploitation des services agréés, la ou les entreprises désignées de chaque Partie Contractante prendront en considération les intérêts des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante afin de ne pas affecter indûment les services que ces dernières fournissent sur tout ou partie des mêmes routes.
3. Tout service de transport de passagers, de bagages, de fret et du courrier embarqués et débarqués aux points des routes spécifiées sur le territoire d'un troisième Etat, sera exécuté conformément au principe général suivant lequel la capacité doit être en rapport avec :
  - a) les demandes de trafic à destination et en provenance du territoire de la Partie Contractante qui a désigné la ou les entreprises ;
  - b) les demandes de trafic existant dans la zone traversée par les services agréés après avoir pris en compte les autres services de transport établis par les entreprises des Etats de la zone ; et
  - c) les exigences des services directs.
4. Chaque Partie permet à chaque entreprise de transport aérien désignée de déterminer sur la base de

considérations commerciales du marché la fréquence et la capacité des transports aériens internationaux qu'elle offre. En application de ce droit, aucune Partie ne limite unilatéralement le volume du trafic, la fréquence ou la régularité des services, le ou les types d'aéronefs exploités par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie, sauf pour des raisons douanières, techniques, d'exploitation ou d'environnement, et ceci dans des conditions uniformes, conformément aux stipulations de l'Article 15 de la Convention.

5. Ni l'une ni l'autre Partie Contractante ne peut opposer aux entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante un refus quant à la capacité, la fréquence ou le trafic qui ne serait pas justifié par les nécessités du présent Accord.

#### Article 10 Tarifs

1. Chaque Partie permet à chaque entreprise de transport aérien désignée d'établir les tarifs de transport aérien sur la base de considérations commerciales du marché. L'intervention des Parties se limite à :
  - a) prévenir des tarifs ou pratiques discriminatoires ou prédateurs ;
  - b) protéger les consommateurs contre des tarifs excessivement élevés ou restrictifs du fait d'un abus de position dominante ;
  - c) protéger les entreprises de transport aérien contre des tarifs artificiellement bas dus à des subventions ou à des soutiens directs ou indirects du gouvernement ;
2. Chaque Partie peut exiger la notification ou le dépôt auprès de ses Autorités aéronautiques des tarifs destinés à être appliqués à destination ou en provenance de son territoire par les entreprises de transport aérien de l'autre Partie. Ces notification et dépôt peuvent être exigés 30 jours au moins avant la date prévue de l'entrée en vigueur desdits tarifs. Dans des cas particuliers, la notification ou le dépôt peut être effectué dans un délai plus bref que celui normalement exigé.
3. Aucune Partie ne prend des mesures unilatérales pour empêcher l'entrée en vigueur ou la continuation d'application d'un tarif prévu ou appliqué par une entreprise d'une Partie Contractante aux fins de transport aérien international entre les territoires des Parties. Si l'une ou l'autre des Parties estime qu'un tarif est incompatible avec les considérations énoncées au paragraphe 1 du présent article, elle demande des consultations et notifie les raisons de sa désapprobation à l'autre Partie dans les meilleurs délais. Ces consultations ont lieu dans les 30 jours après la date de réception de la demande, et les Parties coopèrent afin de recueillir les informations nécessaires à une résolution raisonnable de la question. Si les Parties parviennent à un accord sur un prix qui a fait l'objet de désapprobation, chaque Partie prend les mesures appropriés afin de mettre en œuvre ledit accord. En l'absence d'accord mutuel, ledit tarif ne sera pas appliqué.

#### Article 11 Soumission des programmes

1. La ou les entreprises de transport aérien désignées de chaque Partie Contractante soumettront leurs programmes auprès des Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.
2. Aucune des Parties Contractantes n'aura le droit de désapprouver un programme ou une modification de programme sauf pour des raisons douanières, techniques, d'exploitation ou liées à l'environnement.

3. Ces programmes seront soumis au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur et incluront les informations afférentes aux horaires, aux fréquences, aux types d'aéronefs exploités et leur configuration et itinéraires, y compris les lieux d'atterrissage pour le trafic.
4. Toute modification d'un programme déjà approuvé, autre qu'une modification ponctuelle, devra être de nouveau soumise à l'approbation des Autorités aéronautiques, au moins quinze (15) jours avant sa mise en œuvre. Une modification ponctuelle sera soumise auprès des Autorités aéronautiques au moins un jour ouvrable avant sa mise en œuvre.
5. Si aucune notification de désapprobation n'a été reçue avant la date de mise en œuvre du programme ou de la modification du programme, il sera considéré comme approuvé, étant donné que cette approbation tacite sera automatiquement nulle si des limites liées à la capacité et à la fréquence offertes sont dépassées.
6. Dans des cas exceptionnels, les périodes spécifiées dans les paragraphes 2 et 3 du présent Article peuvent être réduites si les deux Autorités aéronautiques se sont mises d'accord.

#### Article 12 Sûreté de l'aviation

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger la sûreté de l'aviation contre les actes d'intervention illicite, fait partie intégrante du présent Accord. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes agiront en particulier, conformément aux dispositions de la Convention relative aux Infractions et à Certaines Autres Actes Commis à Bord de l'Aéronef, signé à Tokyo, le 14 septembre 1963, la Convention pour la répression des captures illicites d'Aéronefs, signé à la Haye, le 16 décembre 1970, la Convention pour la Répression des Actes Illicites Contre la Sécurité de l'Aviation Civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971 et le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre l'aviation civile signée à Montréal, le 23 Septembre 1971.
2. Les Parties Contractantes s'accorderont mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leur équipage, des aéroports et des installations de navigation aérienne ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.
3. Dans leurs rapports mutuels, les Parties Contractantes se conformeront aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation qui ont été établies par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et qui sont désignées comme Annexes à la Convention, dans la mesure où ces dispositions de sûreté s'appliquent aux deux Parties Contractantes; elles exigeront des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles ou des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire, et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.
4. Chaque Partie Contractante convient que ces exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation mentionnées au paragraphe 3 du présent Article et que l'autre Partie Contractante prescrit pour l'entrée, la sortie ou le séjour sur le territoire de cette autre Partie Contractante. Chaque Partie Contractante veillera que des mesures soient appliquées effectivement sur son territoire pour protéger l'aéronef et filtrer les passagers, les équipages et les bagages à main ainsi que pour exécuter des contrôles de sécurité appropriés sur des bagages, du fret et des provisions de bord avant et pendant l'embarquement ou le chargement. Aussi, chaque Partie Contractante accepte de considérer avec bienveillance, toute demande émanant de l'autre

Partie Contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.

5. En cas d'incident ou de menace de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties Contractantes, par consultations mutuelles, s'entraideront en facilitant les communications et les autres mesures appropriées destinées à mettre fin à cet incident ou à cette menace d'incident aussi rapidement qu'il se pourra, tout en exposant au minimum les vies humaines.
6. Chaque Partie Contractante prendra toutes les mesures qu'elle jugera réalisables pour faire en sorte qu'un aéronef de l'autre Partie Contractante faisant l'objet de capture illicite ou d'autres actes d'intervention illicite et se trouvant au sol sur son territoire, soit retenu au sol, à moins que l'obligation primordiale de protéger les vies de ses passagers et de l'équipage n'exige de le laisser partir. Ces mesures seront prises, toutes les fois que cela sera possible, sur la base de consultations mutuelles.
7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 17 du présent Accord, si l'une des Parties Contractantes a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie Contractante a dérogé aux dispositions du présent Article, elle pourra demander des consultations immédiates avec les Autorités de l'autre Partie Contractante.
8. Lorsqu'une Partie Contractante a des problèmes pour la mise en œuvre des dispositions de sûreté de l'aviation du présent Article, les Autorités aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront demander des consultations immédiates aux Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.

#### Article 13 Sécurité

1. Chaque Partie Contractante pourra à tout moment, demander des consultations, au sujet des normes de sécurité dans des domaines qui se rapportent aux équipages, aux aéronefs ou à leur exploitation, adoptées par l'autre Partie Contractante. De telles consultations auront lieu dans les 30 jours suivant cette demande.
2. Si, à la suite de telles consultations, une Partie Contractante découvre que l'autre Partie Contractante n'adopte ni n'assure effectivement le suivi des normes de sécurité dans l'un de ces domaines qui soient au moins égales aux normes minimales en vigueur, conformément à la Convention de Chicago, la première Partie Contractante notifiera à l'autre Partie Contractante ces conclusions et les démarches qui sont estimées nécessaires afin de se conformer à ces normes minimales et cette autre Partie Contractante devra prendre les mesures correctives qui s'imposent. Le manquement par cette autre Partie Contractante à prendre les mesures appropriées dans les 15 jours ou dans une période plus longue comme il pourra être convenu, constituera un fondement pour l'application de l'Article 4 du présent Accord (Révocation et Suspension de l'Autorisation).
3. Nonobstant les obligations mentionnées à l'Article 33 de la Convention de Chicago, il est convenu que tout aéronef exploité par ou en vertu d'un accord de location, au nom de ou des entreprises de transport aérien de l'une des Parties Contractantes pour des services à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie Contractante, peut lorsqu'il se trouve dans le territoire de l'autre Partie Contractante, faire l'objet d'une inspection à bord ou autour de l'aéronef par les représentants autorisés de l'autre Partie Contractante afin de vérifier la validité des documents de l'aéronef et de ceux de son équipage et l'état apparent de l'aéronef et de son équipement (dans le présent Article appelé "inspection sur aire de trafic") à condition que cela n'entraîne pas de retard

déraisonnable.

4. Si toute inspection ou toute série d'inspections sur aire de trafic donnent lieu à :
  - a) de sérieux motifs de penser qu'un aéronef ou l'exploitation d'un aéronef ne se conforme pas aux normes minimales en vigueur, conformément à la Convention de Chicago ; ou
  - b) de sérieux motifs de craindre une déficience dans l'adoption et la mise en œuvre effective des normes de sécurité en vigueur, selon la Convention de Chicago.

la Partie Contractante effectuant l'inspection sera, en vertu de l'Article 33 de la Convention de Chicago, libre de conclure que les prescriptions suivant lesquelles le certificat ou les licences relatifs à l'équipage de cet aéronef ont été délivrés ou validés ou suivant lesquelles cet aéronef est exploité, ne sont pas égales ou supérieures aux normes minimales en vigueur conformément à la Convention de Chicago.

5. Si l'accès à une inspection sur aire de trafic d'un aéronef exploité par la ou les compagnies de l'une des Parties Contractantes, en application du paragraphe 3 du présent Article, est refusé par un représentant de cette ou de ces entreprises, l'autre Partie Contractante sera libre de déduire l'existence de sérieux motifs de préoccupation référés au paragraphe 4 du présent Article et d'en tirer les conclusions mentionnées dans le même paragraphe.
6. Chaque Partie Contractante se réserve le droit de suspendre ou de modifier l'autorisation d'exploitation d'une ou des entreprises de l'autre Partie Contractante, si la première Partie Contractante conclut qu'une action immédiate est indispensable pour la sécurité de l'exploitation d'une entreprise de transport aérien, suite à un résultat d'une inspection ou de série d'inspections sur aire de trafic ou d'un refus d'accès à une inspection sur aire de trafic ou d'une consultation ou autre.
7. Toute mesure appliquée par une Partie Contractante en conformité avec le paragraphe 2 ou 6 du présent Article, sera interrompue une fois que la base à l'origine de cette action aura cessé d'exister.

#### Article 14 Fourniture de statistiques

Les Autorités aéronautiques d'une Partie Contractante exigeront de ses entreprises de transport aérien de fournir, à leur demande, aux Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante, toutes données statistiques périodiques ou autres, que ces dernières peuvent raisonnablement demander. Ces données incluront notamment, le nombre de passagers et de fret transporté par la (les) entreprise(s) de transport aérien de cette autre Partie Contractante sur les services agréés, ainsi que le point d'origine et de destination de passagers et de frets transportés.

#### Article 15 Bénéfices

1. Chaque Partie Contractante accorde à la ou aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante, le droit de transférer librement, conformément à ses règlements et exigences de change de devises, les excédents de recettes sur les dépenses réalisées par cette entreprise sur son territoire en rapport au transport de passagers, de bagages, de fret et du courrier.
2. Le transfert des bénéfices et les paiements entre les entreprises désignées seront effectués en devises fortes convertibles convenues entre elles.

3. Chaque Partie Contractante exemptera, sur la base de réciprocité, des impôts sur les revenus et de toutes autres taxes sur les revenus qu'elle impose, tous les revenus tirés de l'exploitation des services agréés par la ou les compagnies désignées de l'autre Partie Contractante.
4. Si un accord ou une convention destiné à éviter la double imposition concernant les impôts sur les revenus et sur les capitaux entrant en vigueur entre Namibie et Madagascar, les dispositions de cet accord ou convention qui lie les deux Parties Contractantes remplaceront, mutatis mutandis, les dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

#### Article 16 Représentation de l'entreprise

1. La ou les entreprises désignées de chaque Partie Contractante seront autorisées à ouvrir des bureaux de représentation sur le territoire de l'autre Partie Contractante suivant les lois et règlements de cette dernière relatifs à l'entrée, l'emploi et la résidence des personnes sur son territoire, ainsi qu'à introduire et employer sur ledit territoire des spécialistes dans les domaines techniques, de gestion et d'exploitation ou dans tout autre domaine raisonnablement requis pour l'exploitation des services agréés.
2. Afin de faciliter l'exploitation des services agréés, chaque Partie Contractante prendra toutes les mesures nécessaires pour accélérer les procédures d'obtention de permissions nécessaires pour l'entrée, la sortie et la résidence, selon le cas, des représentants mentionnés dans le paragraphe 1 du présent Article, des membres de leurs familles, des membres d'équipage et les officiels des entreprises de transport aérien désignées et des Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.
3. Chaque Partie Contractante accorde aux compagnies aériennes désignées de l'autre Partie Contractante, le droit de vendre directement des services de transport aérien à partir de son territoire et, à la discrétion de l'entreprise de transport aérien, par le biais d'intermédiaires. Chaque entreprise de transport aérien désignée aura le droit de vendre ces services, et toute personne sera libre de les acheter dans la monnaie de la Partie Contractante qui accorde ces droits.

#### Article 17 Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, les Parties Contractantes s'efforceront en premier lieu de le régler par voie de négociation.
2. Si les Parties Contractantes ne peuvent pas parvenir à un règlement par voie de négociation, elles pourront convenir de soumettre le différend pour décision à toute personne ou organisme compétent.
3. (a) Si le règlement n'est pas atteint conformément aux paragraphes 1 ou 2 du présent Article, le différend sera, à la demande de l'une des Parties Contractantes, soumis pour décision à un tribunal arbitral, composé de trois arbitres.
  - (b) Chaque Partie Contractante nommera un arbitre et le troisième, désigné conjointement par les deux arbitres ainsi nommés, agira en tant que président du tribunal arbitral.
  - (c) Chaque Partie Contractante nommera son arbitre dans une période de soixante (60) jours à partir de la date de réception par l'une des Parties Contractantes d'une note par voie diplomatique, demandant l'arbitrage du différend par telle voie ; le troisième arbitre sera

désigné dans une autre période de soixante (60) jours pour compter du jour suivant immédiatement la désignation du premier des deux arbitres.

- (d) Si l'une des Parties Contractantes s'abstient de nommer un arbitre durant la période spécifiée ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans la période spécifiée, l'une des Parties Contractantes pourra demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de désigner un ou des arbitres, selon le cas. Dans un tel cas, l'arbitre ou les arbitres désignés par ledit Président ne seront pas des ressortissants ou des résidents permanents des Etats qui sont parties au présent Accord.
4. Les Parties Contractantes devront se conformer à toute décision ou mesure rendue par le tribunal arbitral.
  5. Chaque Partie Contractante supportera le coût de rémunération et les dépenses de son arbitre. La rémunération et les dépenses du troisième arbitre, ainsi que les coûts du tribunal arbitral, leur nature et leurs limites, seront convenus à l'avance, supportés et partagés équitablement entre les Parties Contractantes qui détermineront, en outre, la date et le lieu de la session du tribunal arbitral. Toute question relative à la répartition des coûts du tribunal arbitral ou aux procédures de paiement de ces coûts sera déterminée par le tribunal arbitral.
  6. Si et aussi longtemps que l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas à une décision ou disposition citée au paragraphe 4 du présent Article, l'autre Partie Contractante peut limiter, suspendre ou révoquer tous droits ou privilèges qu'elle aura accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

#### Article 18 Consultation

1. Dans l'esprit d'une ferme coopération, les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes peuvent à tout moment demander des consultations sur l'exécution, l'interprétation, l'application ou l'amendement du présent Accord, en conformité avec le présent Accord et/ou ses Annexes.
2. Chaque Partie Contractante peut demander une consultation qui peut être effectuée soit à travers une discussion, soit par correspondance ; une telle consultation commencera dans une période de soixante (60) jours à partir de la date de réception de la demande, à moins que les deux Parties Contractantes conviennent de prolonger cette période.

#### Article 19 Amendement

1. Si l'une des Parties Contractantes considère qu'il est souhaitable d'amender le présent Accord, cet amendement, s'il a été approuvé par les Parties Contractantes, entrera en vigueur quand il sera confirmé par un Echange de Notes diplomatiques.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de cet Article, les amendements des Annexes du présent Accord peuvent être convenus directement par les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes. Ces amendements seront appliqués administrativement à partir de la date où ils ont été convenus et entreront en vigueur à la suite d'Echange de Notes diplomatiques.
3. Le présent Accord sera réputé être amendé, mutatis mutandis, conformément aux dispositions de toute convention internationale ou accord multilatéral concernant le transport aérien auquel les deux Parties Contractantes sont liées.

## Article 20

## Enregistrement à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale

Le présent Accord et tous ses amendements, autres que ceux du Tableau de Routes, seront enregistrés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

## Article 21

## Dénonciation

Chaque Partie Contractante peut à tout moment notifier par écrit, par voies diplomatiques, à l'autre Partie Contractante, son intention de mettre fin au présent Accord, cette notification sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Dans ce cas, l'Accord prendra fin douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, sauf si la notification a été retirée par accord mutuel, avant l'expiration de cette période. A défaut d'accusé de réception par l'autre Partie Contractante, la notification sera réputée être reçue quatorze (14) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale aura reçu la communication de la notification.

## Article 22

## Entrée en vigueur

Le présent Accord remplace tous les accords en vigueur entre les Parties Contractantes concernant les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.

Le présent Accord et tous ses amendements entreront en vigueur trente jours à partir de la date à laquelle les Gouvernements des Parties Contractantes se sont mutuellement notifiés l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Windhoek le 31 Mai 2001 en quatre exemplaires originaux en langues anglaise et française, tous les textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la  
République de Madagascar

RASOLONAY Charles Angelo  
Ministre des Transport et de la  
Météorologie

Pour le Gouvernement de la  
République de la Namibie

MOSES Amweelo  
Ministre des Travaux Publics,  
du Transport et de la  
Communication

## ANNEXE I

## Tableau de Routes

18  
Section 1

Routes exploitées par la ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement de Namibie.

Points de départ	Points intermédiaires	Point à Madagascar	Points au-delà de Namibie
Tous points en Namibie	Tous points	Tous points	Tous points

Routes exploitées par la ou les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement de Madagascar

Points de départ	Points intermédiaires	Point en Namibie	Points au-delà Madagascar
Tous points à Madagascar	Tous points	Tous points	Tous points

Section 2  
Souplesse d'exploitation

1. Les services peuvent être exploités dans les deux directions.
2. La ou les entreprises désignées de chaque Partie Contractante peuvent sur un ou plusieurs services, omettre un ou plusieurs points intermédiaires ou au-delà, pourvu que ces services agréés commencent à un point du territoire de la Partie Contractante ayant désigné la ou les entreprises.
3. La combinaison de différents numéros de vols dans l'exploitation d'un même appareil sera permise sous réserve des dispositions contenues dans l'Annexe III.
4. La (les) entreprise(s) de transport aérien de chaque Partie Contractante peuvent desservir des points en deçà de son territoire avec ou sans changement d'aéronef ou de numéro de vol et proposer ces services au public en tant que services directs, sans restriction directionnelle ni géographique et sans perte d'aucun droit de transporter du trafic autorisé par ailleurs, en vertu du présent Accord, à condition que le service desserve un point du territoire de la Partie qui désigne l'entreprise de transport aérien.

Section III  
Rupture de charge

Sur un ou plusieurs tronçons des routes agréées, toute entreprise de transport aérien désignée peut se livrer au transport aérien international, sans aucune restriction quant au changement en tout point de la route, du type ou du nombre d'aéronefs exploités, à condition que dans le sens aller, le transport au-delà de ce point soit en continuation du transport en provenance du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport aérien et que dans le sens retour, le transport à destination du territoire de la Partie qui a désigné l'entreprise de transport, soit en continuation du transport d'au-delà de ce point.

## PRINCIPES DES SYSTEMES INFORMATISES DE RESERVATION SUR UNE BASE NON DISCRIMINATOIRE ET SANS CONCURRENCE.

Reconnaissant que l'Article 9 "principes régissant l'exploitation des services agréés" du présent Accord garantit aux entreprises de transport aérien des deux Parties "une possibilité juste et égale de concurrence".

Considérant qu'un des aspects le plus important de la compétitivité d'une entreprise de transport aérien est son aptitude d'informer le public de ses services d'une manière loyale et impartiale, et que, par conséquent, la qualité des informations sur les services d'une entreprise de transport aérien dont dispose les agences de voyages qui diffusent directement ces informations auprès du public et l'aptitude d'une entreprise de transport aérien d'offrir à ces agents des systèmes informatisés de réservation (SIR) compétitifs, constituent la base de possibilités compétitives pour une entreprise de transport aérien, et

Considérant qu'il est également nécessaire de s'assurer que les intérêts des consommateurs des produits du transport aérien sont protégés contre des mauvais emplois de ces informations et leurs présentations trompeuses, et que les entreprises de transport aérien et les agences de voyages ont accès effectivement aux systèmes informatisés de réservation :

1. Les Parties conviennent que les systèmes informatisés de réservation devront disposer d'affichages primaires intégrés pour lesquels :
  - a) Les informations relatives aux services aériens internationaux y compris l'établissement des correspondances sur ces services, seront éditées et affichées sur la base de critères non discriminatoires et objectifs non influencés, directement ou indirectement, par l'identité d'une entreprise de transport aérien ou d'un marché. Ces critères doivent s'appliquer uniformément à toutes les entreprises de transport aérien participantes.
  - b) Les bases de données des systèmes informatisés de réservation seront aussi exhaustives que possible.
  - c) Les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation ne supprimeront pas d'informations fournies par les entreprises de transport aérien participantes, ces informations devront être concises et claires, par exemple, les vols avec partage de code et avec de rupture de charge et les vols avec escales devront apparaître clairement comme présentant ces caractéristiques.
  - d) Tous les systèmes informatisés de réservation dont disposent les agences de voyages qui diffusent des informations sur les services de transport aérien auprès du public sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties devront non seulement être tenus mais également avoir le droit de fonctionner conformément aux règles applicables aux systèmes informatisés de réservation en vigueur sur le territoire où ils sont exploités.
  - e) Les agences de voyages seront autorisées à utiliser tout affichage secondaire disponible auprès des systèmes informatisés de réservation dès lors que l'agence de voyages en fera une demande spécifique pour cet affichage.
2. Toutes les entreprises de transport aérien disposées à payer toute redevance non discriminatoire applicable seront autorisées à participer aux systèmes informatisés de réservation de chaque fournisseur sur leur territoire. Toutes les installations de diffusion fournies par un fournisseur de système seront offertes aux entreprises de transport aérien participantes sur une base non

discriminatoire. Les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation afficheront sur une base non discriminatoire, objective et neutre par rapport aux entreprises de transport aérien, les services aériens internationaux des entreprises de transport aérien participantes sur tous les marchés où ces derniers désirent vendre ces services. Sur demande, un fournisseur de systèmes informatisés de réservation communiqueront les détails de leurs procédures de mise à jour et de stockage de leur base de données, les critères appliqués à l'édition et au classement des informations, l'importance accordée à ces critères, et les critères employés pour la sélection des points de correspondance et de l'inclusion des vols en correspondance.

3. Les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation d'une Partie en activité sur le territoire de l'autre Partie auront le droit de faire venir, et de maintenir leurs systèmes informatisés de réservation et de les mettre à la libre disposition des agences ou compagnies de voyages dont l'activité principale consiste à diffuser des produits liés aux voyages sur les territoire de l'autre Partie, si les systèmes informatisés de réservation sont conformes aux présents principes.
4. Sur le territoire d'une Partie, les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation de l'autre Partie ne devront pas être soumis à des règles plus rigoureuses en ce qui concerne l'accès aux installations de communications et l'utilisation de ces installations, le choix de l'utilisation des matériels et logiciels destinés aux systèmes informatisés de réservation, et l'installation technique des matériels destinés aux systèmes informatisés de réservation, que celles applicables aux fournisseurs de systèmes informatisés de réservation de la première Partie.
5. Sur le territoire d'une Partie, les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation de l'autre Partie ne devront pas être soumis à des règles plus restrictives en ce qui concerne l'affichage aux systèmes informatisés de réservation (y compris l'édition et les paramètres de l'affichage), l'exploitation ou la vente que celles applicables aux fournisseurs de systèmes informatisés de réservation de la première Partie.
6. Les systèmes informatisés de réservation utilisés sur le territoire d'une Partie devront jouir d'un accès effectif et sans contrainte au territoire de l'autre Partie, à condition qu'ils soient conformes aux normes techniques, et aux normes de la sécurité en vigueur sur ce territoire, qui ne devront pas être discriminatoires. En particulier, une entreprise de transport aérien désignée devra pouvoir participer aussi pleinement à un tel système sur son territoire d'origine qu'elle participe à un système offert aux agences de voyages sur le territoire de l'autre Partie. Les propriétaires ou exploitants de systèmes informatisés de réservation d'une Partie devront avoir les mêmes possibilités de posséder ou d'exploiter des systèmes informatisés de réservation conformes aux présents principes sur le territoire de l'autre Partie que les propriétaires ou exploitants de cette autre Partie. Les entreprises de transport aérien et les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation d'une Partie ne devront pas appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre d'agence de voyages sur leur territoire d'origine du fait que celles-ci utilisent ou possèdent un système informatisé de réservation qui est également exploité sur le territoire de l'autre Partie.
7. Afin de rendre effectif les principes ci-dessus, les Parties Contractantes ont, aux fins du présent Accord, adopté le Code de Conduite ci-après, de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

## CODE DE CONDUITE POUR LA REGLEMENTATION ET LE FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES INFORMATISES DE RESERVATION

### Article 1

#### Objet

Le présent Code est fondé sur la transparence, l'accessibilité et la non-discrimination, et il vise à favoriser une concurrence loyale entre compagnies aériennes et entre serveurs de systèmes informatisés de réservation (SIR) et à procurer aux usagers du transport aérien international un accès au plus large choix possible d'options de façon à répondre à leurs besoins. A cette fin, il prend en compte les pratiques commerciales actuelles, les intérêts particuliers des pays en développement et le besoin critique d'harmonisation des diverses réglementations nationales et régionales sur les SIR.

### Article 2

#### Terminologie

Aux fins du Code, on entend par :

- a) « système informatisé de réservation (SIR) », un système informatique qui fournit des affichages d'horaires, de places disponibles et de tarifs de transporteurs aériens et par l'intermédiaire duquel on peut faire des réservations sur des services de transport aérien ;
- b) « serveur », une entité qui exploite ou commercialise un SIR ;
- c) « transporteur participant », un transporteur aérien qui fait usage d'un ou de plusieurs SIR pour distribuer ses services de transport aérien, soit en tant que serveur de SIR, soit par suite d'accord avec des serveurs de SIR ;
- d) « abonné », une entité, comme une agence de voyage, qui utilise un SIR en vertu d'un contrat avec un serveur pour vendre des services de transport aérien au grand public.

### Article 3

#### Champ d'application

- a) Le Code s'applique à la distribution des produits des services aériens internationaux de passagers par l'intermédiaire de SIR. Si les Etats jugent que cela est nécessaire pour répondre à l'objet du Code énoncé à l'Article premier, il s'applique aussi aux systèmes informatiques qui fournissent des affichages d'horaires, de places disponibles et de tarifs de transporteurs aériens mais qui n'ont pas la capacité de faire des réservations.
- b) Lorsque des affichages principaux comprennent des vols non réguliers, ces vols sont identifiés en tant que tels, ils sont affichés suivant les mêmes conditions que les services réguliers et les usagers du transport aérien sont informés de toute condition particulière qui s'y rattache.

### Article 4

#### Obligations des Etats

L'Etat qui suit le Code :

- a) fait en sorte que les abonnés (lorsque c'est possible), les serveurs et les transporteurs aériens le respectent dans les activités afférentes aux SIR qu'ils mènent sur son territoire ;
- b) lève, le cas échéant, tout obstacle réglementaire à la possibilité, pour les transporteurs aériens ou

d'autres entités domiciliés sur le territoire d'un autre Etat qui suit le Code, d'investir dans des SIR domiciliés sur son territoire ;

- c) autorise les serveurs qui se conforment au Code à offrir leurs services de SIR sur son territoire de façon non discriminatoire et compte tenu des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux auxquels il est partie ;
- d) traite tous les serveurs de façon impartiale dans les activités afférentes aux SIR qu'ils mènent sur son territoire ;
- e) autorise la libre circulation sur son territoire et à travers ses frontières nationales des informations nécessaires pour répondre aux besoins des usagers du transport aérien en matière de réservations et à leurs besoins connexes ;
- f) recourt aux processus de consultation intergouvernementale pour régler tout litige intéressant un autre Etat qui suit le Code et portant sur la distribution des produits du transport aérien par l'intermédiaire des SIR, que les parties directement concernées ne peuvent régler de façon satisfaisante ;
- g) ne permet ni n'impose aux transporteurs aériens ou aux serveurs relevant de sa compétence de prendre des mesures non conformes au Code, sauf pour faire face, de manière appropriée et proportionnée, aux défauts de réciprocité en matière de SIR ou aux conséquences d'un échec des processus de consultation intergouvernementale prévus pour régler un litige concernant les SIR.

#### Article 5

#### Obligations des serveurs envers les transporteurs aériens

Le serveur :

- a) permet à tout transporteur disposé à payer les droits requis et à accepter les conditions standard du serveur, de participer à son SIR ;
- b) n'exige pas des transporteurs qu'ils participent exclusivement à son SIR ni qu'ils l'emploient pour une proportion définie de leurs activités ;
- c) n'impose pas, pour la participation à son SIR, de conditions qui n'ont pas de lien direct avec le processus de distribution des produits de transport aérien d'un transporteur par l'intermédiaire de SIR ;
- d) ne fait pas de discrimination entre transporteurs participants dans les services offerts par son SIR, y compris dans les délais et les conditions d'accès aux compléments de service, compte tenu des contraintes, notamment techniques, qui ne dépendent pas de lui ;
- e) fait en sorte que les droits qu'il demande :
  - (i) ne soient pas discriminatoires ;
  - (ii) ne soient pas structurés d'une façon qui écarte la participation des petits transporteurs ;
  - (iii) soient structurés raisonnablement et en rapport raisonnable avec le coût du service fourni et utilisé et, en particulier, soient les mêmes à niveau de service égal ;
- f) fournit des informations sur la facturation des services du système sous une forme appropriée (y

compris, à la demande, par voie ou sur support électroniques) et avec des précisions suffisantes pour permettre aux transporteurs participants de vérifier rapidement l'exactitude des factures ;

- g) inclut dans les contrats une clause qui permet au transporteur aérien de mettre fin au contrat moyennant un préavis :
- (i) qui n'excède pas six mois et expire au plus tôt à la fin de la première année du contrat, ou
  - (ii) tel que le prescrit la législation nationale ;
- h) suit des normes constantes et non discriminatoires de soin, d'exactitude et de diligence pour charger les informations fournies par les transporteurs participants, compte tenu des contraintes qu'impose la méthode de chargement choisie par le transporteur participant ;
- i) ne manipule les informations fournies par les transporteurs d'aucune façon qui conduirait à afficher des renseignements de manière inexacte ou discriminatoire ;
- j) met toute information de son SIR qui concerne directement une réservation donnée à la disposition, sur un pied d'égalité, de l'abonné intéressé et de tous les transporteurs qui interviennent dans le service couvert par la réservation, mais ne la met à la disposition d'aucune autre partie sans le consentement écrit de ces transporteurs et de l'utilisateur du transport aérien ;
- k) ne fait pas de discrimination entre les transporteurs participants dans la mise à disposition de toute information générée par son SIR sous forme regroupée ou anonyme, en dehors des informations financières relatives au SIR lui-même .

#### Article 6

##### Obligations des serveurs envers les abonnés relatives aux arrangements commerciaux

Le serveur ne doit pas :

- a) faire de discrimination entre les abonnés dans les services de SIR qu'il offre ;
- b) limiter l'accès des abonnés aux autres SIR en exigeant de ces abonnés qu'ils emploient son SIR à titre exclusif ou par quelque autre moyen ;
- c) demander des prix qui dépendent entièrement ou partiellement de l'identité des transporteurs dont l'abonné vend les services ;
- d) exiger des abonnés qu'ils emploient son SIR pour vendre les services de transport aérien d'un transporteur donné ;
- e) lier au choix ou à l'emploi de son SIR par l'abonné des arrangements commerciaux relatifs à la vente des services de transport aérien d'un transporteur donné ;
- f) exiger des abonnés qu'ils emploient ses terminaux ou les empêcher d'utiliser un matériel ou un logiciel informatiques qui leur permette de commuter d'un SIR à un autre, mais peut exiger la compatibilité technique avec son SIR ;
- g) exiger des abonnés des contrats :
  - (i) qui excèdent cinq ans ; ou

- (ii) que l'abonné ne peut résilier à tout moment après un an, moyennant préavis et sous réserve du recouvrement des coûts réels ; ou
- (iii) qui contiennent des dispositions portant atteinte aux clauses d'expiration .

#### Article 7 Obligations des serveurs relatives aux affichages

Le serveur :

- a) fournit un affichage ou des affichages principaux d'horaires, de places disponibles et de tarifs de transporteurs aériens qui sont équitables, non discriminatoires, complets et neutres en ce que :
  - (i) ils ne sont influencés, directement ou indirectement, ni par l'identité des transporteurs participants ni par celle des aéroports ;
  - (ii) l'information y est classée d'une manière qui est appliquée systématiquement à tous les transporteurs participants et à toutes les paires de villes ;
- b) veille à ce que tout affichage principal fourni soit aussi entièrement fonctionnel et au moins aussi facile d'emploi que tout autre affichage qu'il offre ;
- c) fournit toujours un affichage principal, sauf dans le cas où une demande expresse de l'utilisateur du transport aérien nécessite un autre affichage ;
- d) fonde l'ordre des services présentés dans un affichage principal ainsi que la sélection et la construction des services avec correspondance sur des critères objectifs (heures de départ et d'arrivée, durée totale du trajet entre le départ du vol initial et l'arrivée du vol final à destination, itinéraire, nombre d'escales, nombre de correspondances et tarif) ;
- e) fournit aux abonnés :
  - (i) soit un affichage principal des options de vols dans l'ordre suivant : les vols sans escale, par heure de départ, les autres vols directs sans changement d'appareil, et tous les vols avec correspondance, par durée totale du trajet ;
  - (ii) soit un affichage principal des options de vols classées dans un autre ordre fondé sur des critères objectifs ;
  - (iii) soit des affichages principaux fondés sur (i) et sur (ii) ;
- f) en établissant l'ordre des services dans un affichage principal, prend soin de ne faire bénéficier aucun transporteur d'un avantage déloyal ;
- g) dans tout affichage principal d'horaires :
  - (i) indique clairement les vols non réguliers, les changements programmés d'appareil en cours de route, l'emploi du code d'identification d'un transporteur aérien par un autre, le nom de l'exploitant de chaque vol, le nombre d'escales programmées et tout tronçon à faire par voie de surface ou tout changement d'aéroport nécessaire ;
  - (ii) si l'information sur les services directs des transporteurs participants est incomplète pour des raisons techniques ou s'il sait que des services directs offerts par des

transporteurs non participants existent et n'y figurent pas, indique clairement que l'information affichée concernant les services directs n'est pas exhaustive ;

- h) pour choisir et construire les services avec correspondance d'un affichage principal, sélectionne autant de points de correspondance différents (simples ou multiples) qu'il le faut pour donner, sans discrimination, un large choix d'options ;
- i) n'affiche pas d'informations inexactes ou trompeuses, que ce soit intentionnellement ou par négligence ;
- j) dans le cas où un Etat juge qu'il n'est pas en mesure d'assurer le respect de l'Article 10 par les abonnés, inclut dans son contrat avec chaque abonné des dispositions pertinentes concernant le respect de cet article ;
- k) lorsque des transporteurs participants ont une exploitation en commun ou ont conclu d'autres arrangements qui, contractuellement, prévoient que deux ou plusieurs d'entre eux assument une responsabilité distincte pour ce qui est de l'offre et de la vente des produits du transport aérien pour un vol ou une combinaison de vols, permet à chaque transporteur concerné - trois au maximum - de figurer séparément sur l'affichage avec son code d'identification.

#### Article 8

##### Autres obligations des serveurs

Le serveur :

- a) à la demande écrite de toute partie intéressée, met à la disposition de celle-ci, par écrit et en temps utile, des renseignements sur les services offerts par son SIR, les droits connexes, les méthodes d'introduction et de stockage des informations dans son SIR, ainsi que sur ces méthodes d'élaboration, d'édition et de mise à jour des affichages d'information fournis aux abonnés, et
- b) s'abstient de toute pratique qui empêche ou entrave la concurrence entre serveurs ou transporteurs aériens.

#### Article 9

##### Obligations des transporteurs aériens

Le transporteur aérien :

- a) est responsable de l'exactitude des informations qu'il fournit aux serveurs pour insertion dans un SIR ;
- b) lorsqu'il fournit aux serveurs des informations sur ses services :
  - (i) veille à ne pas donner une présentation trompeuse des services ;
  - (ii) indique clairement les vols non réguliers, les changements programmés d'appareil en cours de route, l'emploi du code d'identification d'un transporteur aérien par un autre, le nom de l'exploitant de chaque vol, le nombre d'escales programmées et tout tronçon à faire par voie de surface ou tout changement d'aéroport nécessaire ;
- c) ne refuse pas, sauf pour des raisons commerciales ou techniques légitimes, de participer à un SIR utilisé par les abonnés dans un Etat où ce transporteur domine le marché, s'il est lui-même lié financièrement ou affilié à un autre SIR (à moins que ce ne soit par l'effet d'un accord de participation avec le serveur) ;

- d) ne refuse pas, sauf dans les cas où la loi le lui permet, de fournir des informations sur les horaires ou les tarifs à un serveur dont le SIR est utilisé par les abonnés situés dans l'Etat de domicile du transporteur, s'il fournit déjà ces informations à un autre serveur dont le SIR est utilisé par les abonnés dans cet Etat.
- e) n'exige pas des abonnés qu'ils utilisent un SIR particulier pour vendre ses services de transport aérien ni ne lie au choix ou à l'emploi d'un SIR particulier par l'abonné des arrangements commerciaux relatifs à la vente de ses services de transport aérien :
  - (i) s'il a un intérêt financier dans ce SIR ou lui est affilié d'une autre manière, ou
  - (ii) si cela favoriserait ce SIR de façon inéquitable.

#### Article 10 Obligations des abonnés

L'abonné :

- a) emploie ou fournit pour toute transaction un affichage principal conforme aux dispositions de l'Article 7, sauf dans le cas où une préférence indiquée par l'utilisateur du transport aérien nécessite un autre affichage ;
- b) ne manipule les informations fournies par un SIR d'aucune façon qui conduirait à donner à l'utilisateur du transport aérien des renseignements inexacts ou trompeurs ;
- c) est responsable de l'exactitude de toute information qu'il introduit dans un SIR ;
- d) si des vols non réguliers sont inclus dans un SIR, informe l'utilisateur du transport aérien du fait qu'un vol est un vol non régulier et de toute condition spéciale qui s'y rattache ;
- e) informe les utilisateurs du transport aérien des changements programmés d'appareil en cours de route, de l'emploi du code d'identification d'un transporteur aérien par un autre, du nom de l'exploitant de chaque vol, du nombre d'escales programmées et de tout tronçon à faire par voie de surface ou de tout changement d'aéroport nécessaire pour chaque itinéraire fourni ;
- f) ne fait pas de réservation fictive par l'intermédiaire d'un SIR.

#### Article 11 Préservation du caractère privé des données personnelles

- a) les Etats prennent les mesures appropriées pour faire en sorte que toutes les parties qui interviennent dans le fonctionnement des SIR préservent le caractère privé des données personnelles.
- b) Les transporteurs aériens, les serveurs, les abonnés et les autres parties qui interviennent dans le transport aérien sont tenus de préserver le caractère privé des données personnelles contenues dans les SIR auxquelles ils ont accès, données qu'ils ne peuvent communiquer sans le consentement du passager.

- a) le présent Code prend effet et devient applicable le 1<sup>er</sup> novembre 1996. Il peut être révisé par le Conseil lorsque celui-ci estime que les circonstances le justifient, et tout code révisé annule et remplace le précédent en totalité.
- b) Les Etats s'engagent à suivre le Code en le notifiant à l'OACI. Ils renoncent à cet engagement de même.
- c) Un Etat que les Nations Unies reconnaissent comme étant un pays en développement et qui a notifié à l'OACI qu'il suit le Code peut, jusqu'au 31 décembre 2000, se dispenser de suivre l'alinéa c) de l'Article 4, sous réserve :
  - (i) qu'il le notifie à l'OACI ;
  - (ii) que cela soit compatible avec les accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux auxquels il est partie.
- d) Tout Etat qui a notifié à l'OACI son engagement à suivre le Code et qui, en vertu de l'alinéa g) de l'Article 4, permet ou impose des mesures non conformes au Code, notifie ces mesures à l'OACI.
- e) Le Conseil avisera périodiquement tous les Etats des notifications faites en application des alinéas b) à d).
- f) Les SIR à accès multiple sont exemptés de se conformer aux alinéas h) à k) de l'Article 5 ainsi qu'aux alinéas a) à h) et à l'alinéa k) de l'Article 7.

### ANNEXE III

#### PRINCIPES CONVENUS ET CRITERES POUR LES ARRANGEMENTS DE PARTAGE DE CODE

Définition :

1. L'expression "partage de code" signifie l'utilisation du code indicatif de vol d'une entreprise de transport aérien, la compagnie participante, sur un service assuré par une seconde entreprise de transport aérien, la compagnie exploitante, lequel service sera également identifié comme étant un service des deux entreprises de transport aérien, assuré par la compagnie exploitante.
2. Sur la même route, une entreprise de transport aérien désignée par une Partie sera autorisée à effectuer un partage de code avec une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante et non avec une compagnie de son propre pays.
3. Chaque Partie à l'arrangement de partage de code doit être détentrice de :
  - a) une licence valide appropriée délivrée par une autorité compétente de chacune des Autorités aéronautiques concernées, et
  - b) une licence valide dans le cas des services domestiques.
4. Tout arrangement de partage de code doit être soumis à l'approbation expresse préalable des

Autorités aéronautiques compétentes avant son application .

5. Là où les allocations de capacité et de fréquence sont applicables, de telles restrictions s'appliquent aux entreprises de transport aérien.
6. Pour l'exploitation ou l'offre des services autorisés sur les routes convenues, toute entreprise de transport aérien désignée d'une Partie Contractante peut conclure des accords de coopération commerciale comme le partage de code avec une ou des compagnies aériennes d'un pays tiers, à condition que ce pays tiers autorise ou permette des arrangements identiques entre les compagnies aériennes de l'autre Partie Contractante et les autres compagnies aériennes ou services aériens vers, en provenance ou passant par ce pays tiers. Les dispositions du point 3 ci-dessus seront applicables à la compagnie aérienne d'un pays tiers en accord de coopération commerciale ou en partage de code avec une compagnie aérienne désignée de l'une des Parties Contractantes.
7. En ce qui concerne les arrangements de partage de code avec un pays tiers, trois transporteurs tout au plus, seront autorisés à partager un code avec un transporteur exploitant.
8. Toutes les entreprises de transport aérien faisant partie de tels arrangements doivent pour chaque billet vendu, bien spécifier à celui qui l'achète au point de vente, quelle entreprise de transport aérien exploitera effectivement telle partie du réseau et avec quelle (s) entreprises (s) de transport aérien, l'acheteur est engagé en terme de relation contractuelle. Les informations données au public doivent être précises et complètes et non pas confuses ou en aucun cas, induisant en erreur ou trompeuses.
9. Avant de s'engager à fournir des services en partage de code , les entreprises faisant partie des arrangements de partage de code conviendront quelle partie sera responsable suivant les circonstances de :
  - a) responsabilité,
  - b) problèmes liés aux usagers/consommateurs et,
  - c) sécurité, sûreté et facilitation.
10. L'accord présentant les dispositions des arrangements de partage de code doit être enregistré par les deux Autorités aéronautiques.
11. En complément des points énumérés dans le Tableau des Routes annexé au présent Accord bilatéral de services aériens, les entreprises de transport aérien désignées, peuvent desservir tous points domestiques sur le territoire de l'autre Partie Contractante sur une base unique de partage de code avec une ou plusieurs compagnies agréées de cette autre Partie Contractante.

**FIFANARAHANA IFANAOVAN'NY GOVERNEMANTAN' NY  
REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA SY NY GOVERNEMANTAN'  
NY REPOBLIKAN'I NAMIBIA MIKASIKA NY FITATERANA  
AN'HABAKABAKA ANELANELANA SY ANKOATRA NY  
TANIN'NY TSIRAIRAY AVY**

Ny Governemantan' ny Repoblikan'i Madagasikara sy ny Repoblikan'i Namibia, antsoina hoe "Tarika Mifanaiky" ;

Amin'ny maha-mpikambana ny roa tonta ao amin'ny Fifanekena mikasika ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena nisokatra tamin'ny fanaovan-tsonia tany Chicago tamin'ny faha-7 Desambra 1944 ; ary

Maniry ny fanantanterahana an'izao Fifanarahana izao ho famenon'io Fifanekena io mba hanokafana sy hitrandrahana fitaterana an'habakabaka anelanelana sy ankoatra ny tanin'ny tsirairay avy ;

dia mifanaraka toy izao manaraka izao :

**Andininy 1**

**FAMARITANA**

Eo amin'ny fampiharana ity Fifanarahana ity sy ny Tovana ao aminy, raha tsy hisy fanovana azy any aoriana :

- a) Ny teny "Fifanekena" dia manondro ny Fifanekena mikasika ny fitaterana an'habakabaka sivily iraisam-pirenena nisokatra tamin'ny fanaovan-tsonia tany Chicago tamin'ny faha-7 Desambra 1944 sy ny Tovana nekena tamin'ny alalan'ny Andininy faha-90-n'io Fifanekena io sy ny fanitsiana rehetra ny Tovana na ny Fifanekena tamin'ny alalan'ny Andininy faha-90 sy faha-94 raha toa ka ireo Tovana sy fanitsiana ireo no nanankery na nankatoavin'ny Tarika roa Mifanaiky ;
- b) Ny teny "Tompon'andraikitra amin'ny Asa an'habakabaka" dia manondro raha Namibia no tenenina, ny Ministra tompon'andraikitra amin'ny Fitaterana an'habakabaka sivily na izay olona na izay orinasa nahazo alalana hiandraikitra asa manokana voafaritry ity Fifanarahana, ary ho an'i Madagasikara, ny Ministra tompon'andraikitra amin'ny Fitaterana an'habakabaka sivily na izay olona na izay orinasa nahazo alalana hiandraikitra asa manokana voafaritry ity Fifanarahana ity;
- c) Ny teny " Fifanarahana" dia manondro ity Fifanarahana ity, ny Tovana ao aminy sy izay fanitsiana ny Fifanarahana na izay Tovana nekena araka ny Andininy faha-18-n'ity Fifanarahana ity ;
- d) Ny teny "Tovana" dia manondro ny Tovana I, II sy III, miaraka amin'ity Fifanarahana ity na izay fanitsiana nekena araka ny fepetra ao amin'ny Andininy faha-19-n'ity Fifanarahana ity. Amin'ny fampiharana sy fandikana ity Fifanarahana ity, ny Tovana dia miaraka aminy ary ny tsiahy rehetra amin'ity Fifanarahana ity dia mihatra amin'ireo Tovana ireo raha tsy hoe misy fepetra mifanohitra aminy ;
- e) Ny teny "Fitaterana an'habakabaka" dia manondro izay fitaterana atao amin'ny alalan'ny fiaramanidina mba hitondrana mpandeha, entana sy taratasy (nofaina na misy sarany), ao anatin'izany izay sidina ataon'ny fiaramanidina hamonjeny ny

toerana hanaovany an'io fitaterana an'habakabaka io ny izay famindrana ho amin'ny zotra hafa na izay mety haterak'izany ;

- f) Ny andian-teny "Fitaterana iraisam-pirenena", "orinasam-pitaterana an'habakabaka" sy "fijanonana tsy ara-barotra" dia manana dika mitovy araka izay hita ao amin'ny Andininy faha-96-n'ny Fifanekena ;
- g) Ny andian-teny "Fizarana mari-jotra" dia midika ho fampiasana ny mari-jotra famantarana ny sidina an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka iray dia ny orinasa mpandray anjara, amin'ny fitaterana an'habakabaka ataon'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka faharoa antsoina hoe orinasa mpitrandraka, azo heverina ho fitaterana an'habakabaka iombonan'ireo orinasam-pitaterana roa ireo io fa saingy ny orinasa mpitrandraka no manao azy (ny andinidininy momba ny lalàna ifanarahana sy ny fepetra mikasika ny fifanarahana fizarana mari-jotra dia hita ao amin'ny Tovana faha III) ;
- h) Ny andian-teny "orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro" dia manondro ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondro sy nahazo alalana araka ny Andininy faha-3-n'ity Fifanarahana ity ;
- i) Ny teny "saram-dalana" dia midika ho ny vola aloa amin'ny fitaterana mpandeha sy entana ary ny fepetra fampiharana azy ka ao anatin'izany ny vidiny sy ny fepetra ho an'ny masoivoho ary ny asa hafa mifandray aminy afa-tsy ny saram-pitaterana taratasy ;
- j) Ny teny "Faritry ny tany" ho an'ny Firenena iray dia mitovy dika amin'izay hita ao amin'ny Andininy faha-2-n'ny Fifanekena.

## **Andininy faha 2**

### **FANOMEZAN-JO**

1. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manome ny Tarika Mifanaiky ankilany ny zo manaraka ireto eo amin'ny fanaovana fitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena tsy tapaka sy tsindraindray :
  - a) Ny zo mamakivaky ny taniny nefa tsy mipetraka ;
  - b) Ny zo hanao fijanonana eo amin'ny taniny noho ny antony tsy ara-barotra.
2. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manome ny Tarika Mifanaiky ny zo voafaritra ao anatin'ity Fifanarahana ity mba hanaovana fitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena tsy tapaka eo amin'ireo lalana voafaritra ao amin'ny Tabilaon'ny Tovan'ity Fifanarahana ity. Izany fitaterana an'habakabaka sy lalana izany dia antsoina avy hoe : "fitaterana nekena" sy "lalana voafaritra". Eo am-pitrandrahana ny fitaterana nekena amin'ny lalana voafaritra, ny orinasa voatondro dia mizaka, ankoatra ny zo voafaritra ao amin'ny andalana voalohan'ity Andininy ity ary miankina amin'ny fepetran'ity Fifanarahana ity, ny zo hanao fijanonana eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany amin'ny toerana voafaritry ny Tabilaon-dalan'ity Fifanarahana ity mba handray na hampidina mpandeha sy entana ary taratasy koa.
3. Tsy misy mihitsy eo amin'ny andalana faha-2-n'ity Andininy ity manome alalana ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky iray handray mpandeha, entana sy taratasy eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany ka nandoavam-bola na nofaina ary ho entina amin'ny toerana iray hafa ao amin'ny tanin'io Tarika Mifanaiky ankilany io.

4. Ny Tarika mifanaiky tsirairay dia manome ny Tarika Mifanaiky ankilany ny zo handray sy hampidina ao amin'ny tany hafa ao amin'ny toerana voafaritra ao amin'ny Tovan'ity Fifanarahana ity, mpandeha, entana sy taratasy avy na ho any amin'ny toerana ao amin'ily Tarika Mifanaiky ankilany voafaritra ao amin'ny Tovan'ity Fifanarahana ity.
5. Raha tsy afaka hanao ny fitaterana eo amin'ny lalana ara-dalana ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky iray noho ny ady, na korontana politika goavana na fisehon-javatra mitovy amin'izany na toe-javatra manokana sy tsy mpiseho, ny Tarika Mifanaiky ankilany dia hanao izay fara-heriny mba hitohizan'ny fitaterana amin'ny alalan'ny fandaminana vonjimaika an'ireo lalana ireo hifanentana amin'izany ka anisan'izany ny fanomezana vonjimaika zo ho solony mandritry ny fotoana heverina hilana izany mba hanamorana ny fitohizan'ny fitaterana raha toa ka ilain'ny firenena.
6. Mba ho fampiharana ny andalana 1, 2 sy 4 an'ity Andininy ity, ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia afaka mamaritra ny lalana hizoran'ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany eo amin'ny habakabaka sy ny seranam-piaramanidina mety azo ampiasaina. Na izany aza, tsy misy amin'ity andalana ity afaka manolo ny fepetra voalazan'ny Andininy faha-5-n'ity Fifanarahana ity na ny famerana nifanarahana mikasika ny fitrandrahana ny fitaterana an'habakabaka feheziny Fifanarahana ity.

### **Andininy faha-3**

#### **FANENDRENA SY FAHAZOAN-DALAN'NY ORINASAM-PITATERANA AN'HABAKABAKA**

1. Ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka dia manana zo hanendry orinasam-pitaterana an'habakabaka iray na maro mba hanao ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena tsy tapaka eo amin'ny lalana voatondro ao amin'ny faritra voatokan'ny Tabilao tovan'ity Fifanarahana ity ary hisintona na hanolo na hanova izany fanendrena. Tsy maintsy atao an-tsoratra izany fanendrena izany sy izay mety ho fanovana rehetra natao taminy.
2. Raha vantany vao azo izany fanendrena izany dia homen'ny Tarika Mifanaiky ankilany amin'ny orinasa voatondro ao anatin'ny fotoana ara-drariny sy araka ny fepetran'ny andalana faha-3 sy faha-4-n'ity Fifanarahana, ny fanomezan-dalana hitrandraka mifanentana amin'izany.
3. Ny Tompon'Andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika Mifanaiky andaniny dia afaka mitaky amin'ny orinasa voatondron'ny ankilany porofo fa afaka hanome fahafaham-po amin'ny fepetra voafaritry ny Didy aman-dalana ampiharina ara-dalana sy ara-drariny amin'ny fanaovana ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena atao'ireo tompon'andraikitra ireo araka ny fepetra ny Fifanekena.
4. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manana zo tsy hanaiky ny fanendrena hitrandraka voalazan'ny andalana faha-2-n'ity andininy ity na hanisy fepetra izay heveriny ho ilaina amin'ny fizakan'ny orinasa voatondro iray ny zo voafaritry ny Andininy faha-2-n'ity Fifanarahana ity, raha tsy ananan'io Tarika Mifanaiky ny porofo mahafa-po fa ny orinasam-pitaterana an'habakabaka dia :
  - (i) miorina ary manana ny foiben'ny Tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany ; sy
  - (ii) manana ny sertifika maha-mpitatitra an'habakabaka nomen'ny Tompon'Andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika Mifanaiky

ankilany.

5. Ny orinasa voatondro sy nahazo alalana amin'izany dia afaka manomboka ny asam-pitaterana nekena na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona raha toa ka :
  - a) misy saran-dalana natao araka ny fepetra ny Andininy faha-10-n'ity Fifanarahana ity efa manan-kery ;
  - b) ny fandaharam-pitrandrahana efa napetraka araka ny fepetra ao amin'ny Andininy faha-11-n'ity Fifanarahana ity ary nankatoavina.

#### **Andininy faha 4**

##### SAZY

1. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia manana zo hanafoana fanomezan-dalana hitrandraka iray na hampiato ny fizakana ny zo voafaritry ny Andininy faha-2-n'ity Fifanarahana ity ananan'ny orinasa voatondron'ny Ankilany na hanisy fepetra izay heveriny ilaina amin'ny fizakana izany zo izany :
  - a) raha tsy ananany ny porofo fa ny orinasam-pitaterana an'habakabaka :
    - i) dia miorina ary manana ny foibe eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany ; sy
    - ii) manana ny sertifika maha-mpitatitra an'habakabaka nomen'ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka an'ny Tarika Mifanaiky ankilany.
  - b) raha tsy manaraka ny didy aman-dalàna manan-kery eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany izay nanome izany zo izany ny orinasam-pitaterana an'habakabaka ; na
  - c) raha tsy manaraka ny fanapahan-kevitra voalaza ao amin'ny Andininy faha-16-n'ity Fifanarahana ity izany orinasam-pitaterana an'habakabaka izany ; na
  - d) raha tsy mitrandraka ny asa nekena naka ny fepetra voafaritry araka ity Fifanarahana ity izany orinasam-pitaterana izany ; na
  - e) raha tsy manaraka izay fanapahan-kevitra rehetra mikasika ny fampiharana ny Andininy faha-16-n'ity Fifanarahana ity.
2. Raha tsy hoe ilaina ny fampitsaharana avy hatrany na ny fampiatoana na fanerena ireo fepetra voalazan'ny andalana voalohany ity Fifanarahana ity mba hisorohana ny fandikana indray ny didy aman-dalàna, dia tsy hampiharina ireo safidy ireo raha tsy aorian'ny fifampidinihana amin'ny Tarika Mifanaiky ankilany.

#### **Andininy faha 5**

## FAMPIHARANA NY DIDY AMAN-DALANA

1. Ny didy aman-dalàn'ny Tarika Mifanaiky iray mikasika ny fidirana sy ny fivoahan'ny fiaramanidina ampisaina amin'ny fifamoivoizana an'habakabaka iraisam-pirenena ao amin'ny taniny, na mikasika ny fitrandrahana sy fifamoivoizan'izany fiaramanidina izany, dia mihatra amin'ny fiaramanidin'ny orinasa voatondron'ny Ankilany tahaka ny iharan'izany amin'ny fiaramanidiny. Izany didy aman-dalàna izany dia ampiharina amin'ireo fiaramanidina ireo amin'ny fidirany na amin'ny fivoahany na mandritra ny fijanonany ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky andaniny.
2. Ny didy aman-dalàn'ny Tarika Mifanaiky iray mikasika ny fidirana na ny fivoahan'ny mpandeha, ny entana, ny mpanamory na ny taratasy amin'ny taniny amin'ny alalan'ny fiaramanidina, ao anatin'izany ireo didy aman-dalàna mikasika ny fampidirana, ny fanomezan-dalana fidirana, ny fifindra-monina, ny pasipaoro, ny fadin-tseranana, ny fihazooanana ary ny fombafomba eo amin'ny fahasalamana dia tokony harahin'ny mpandeha, entana, mpanamory, na taratasy entin'ny orinasa voatondron'ny Ankilany mifanaiky eo amin'ny fidirana na fivoahana sy eo an-tanin'ny Ankilany Mifanaiky.
3. Na dia eo aza ny fepetran'ny andalana faha-2-n'ity Fifanarahana ity, ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia mifanaraka fa handray fepetra tahaka ny faritra fandalovana, ny fifanarahana mikasika ny fandalovana na fepetra hafa ka ao anatin'izany ny mpanamory, ny mpandeha, ny entana, ny vatsy ary ny taratasy izay manohy ny dia amin'io zotran'orinasa voatondron'ny Ankilany Mifanaiky io ihany dia afaka mijanona mandritry ny fotoana voafetra ao anatin'ny taniny, tsy misy fanaraha-maso na fisavana afa-tsy noho ny antony fiarovana ny fitaterana an'habakabaka, fisavana zavamahadomelina na fisehon-javatra manakona.

### Andininy faha-6

#### FANEKENA SERTIFIKA SY LISANSA

Ny taratasy fahazoana misidina, ny brevetram-pahafahana sy lisansa nomena na neken'ny Tarika Mifanaiky andaniny ary mbola manan-kery dia tsy maintsy eken'ny Ankilany ho manan-kery amin'ny fitrandrahana ny asam-pitaterana an'habakabaka nekena raha toa ka ny zavatra notakiana tamin'ny nanomezana sy nanekena an'ireo sertifika sy lisansa ireo dia fara faharatsiny mitovy amin'ny fepetra farany kely indrindra araka ny voafaritry ny Fifanekena. Na izany aza, ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manana zo handa tsy hanaiky ny brevetra sy ny lisansa nomen'ny Tarika Mifanaiky ankilany ho an'ireo terataniny ka ho entina misidina amin'ny taniny.

### Andininy faha-7

#### VOLA ALOA AMIN'NY FAMPIASANA SERANAM-PIARAMANIDINA SY VOLA Hafa MITOVY AMIN'IZANY

Tsy misy Tarika Mifanaiky hampandoa na hamela hampandoa vola tsy mari-pototra sy tsy ara-drariny amin'ny fampiasana sy seranam-piaramanidina sy ny fitaovana hafa mikasika ny fifamoivoizana an'habakabaka eo ambany fanaraha-masonry raha toa ka ireo vola ireo dia tsy lafo noho izay takiana amin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena mitovy.

**Andininy faha-8****TSY FANDOAVANA HABAN-TSERANANA,  
SARAM-PISAFOAN-DRAHARAHANA SY TATAO HAFA**

1. Ny fiaramanidina ampiasain'ny orinasa voatendry sy ny fitaovana fampiasany sy fanolo, ny vatsin-dasantsy, ny menaka ary ny famatsiana kojakoja teknika fanolo hafa ary ny vatsy ka anisan'izany ny sakafo, ny zava-pisotro, ny paraky sy ny entana natao hamidy na handraisana mpandeha ao anatin'io fiaramanidina io, dia tsy andoavana ny haban-tseranana rehetra, ny saram-pisafoan-draharaha eo am-pahatongavana eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha toa ka ireo fitaovana sy vatsy ireo mijanona ao anaty fiaramanidina mandra-panondranana azy na hampiasaina azy mandritry ny ampahan-dalana ao amin'ny faritra habakabak'io tany io.
2. Tsy handoavana an'ireo haba eo an-toerana, sy saram-pisafoan-draharaha ary tatao ireo koa afa-tsy ny vola mifanaraka ny asa natao ireto :
  - a) ny vatsy naondrana avy ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky iray araka ny fetra faritan'ny Tompon'Andraikitra ao amin'io Tarika Mifanaiky io ka natao hampiasaina ao anaty fiaramanidin'ny Tarika Mifanaiky ankilany manao asam-pitaterana iraisam-pirenena ;
  - b) ny fitaovana, ny kojakoja fanolo ka anisan'izany ny motera sy ny helisy ary ny fitaovana enti-manampy ety amin'ny tany nampidirina ao amin'ny tanin'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky ka natao ho laniana na ho ampiarahina ny fiaramanidina nampiasaina amin'ny asam-pitaterana iraisam-pirenena ka natao ho fikojakojana na fanamboarana na ho fanampiana an'io fiaramanidin'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky ;
  - c) ny lasantsy, ny menaka sy ny famatsiana teknika fanolo hafa natokana hamatsiana ny fiaramanidina ampiasaina amin'ny asam-pitaterana iraisam-pirenena na ohatra aza ireo famatsiana ireo natao ho laniana mandritry ny ampahan-dalana ao amin'ny faritra habakabakan'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky nanondranana azy ;
  - d) entana mandalo mivantana ;
  - e) ireo fitaovana ilaina hatratrarana ny fepetra sy fanao takian'ny Tovana faha-17-n'ny Fifanarahana ;
  - f) ny antontan-taratasin'ny mpitrandraka sy ny fiaramanidina ; ary
  - g) ny fitaovam-pampianarana sy ny fitaovam-piofanana.
3. Ny entana voalaza ao amin'ny andalana faha-2 (a), (b), (c) sy (d)-n'ity Fifanarahana ity dia afaka atao eo ambany fanarahamaso sy fisavan'ny sampandraharahan'ny Fadin-tseranana.
4. Ny tsy fandoavam-bola omena ato amin'ity Fifanarahana ity dia mihatra koa amin'ireo entana voatanisa ao anatin'ity Andininy ity izay novidiana tao amin'ny tanin'iray amin'ny Tarika Mifanaiky tamin'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka hafa na fikambanana mpikojakoja fiaramanidina na mpiasa mpanampy ny fiaramanidina raha toa ka ireo mpamatsy na mpividy tsy mbola nahazo taratasy ahafahany manoritra ny hetra na haba nampidirana entana na tamberina tamin'ny saram-pisafoana na tatao teo an-toerana, haban-tseranana, sarany na tatao efa voaloha tamin'ireo entana ireo.

5. Ny entana avy any ivelany na notaterina tsy andoavam-bola voalazan'ity Andininy ity, dia iharan'ny haban-tseranana sy haba hafa indray sy tatao nahazatra ampiharina amin'ny fampidirana entana avy any ivelany, ny fanondranana na varotran'ireo entana ireo araka ny didy aman-dalàn'ny Tarika Mifanaiky eo amin'ny tany nivarotana na nanomezana na nampiasaina amin'ny zavatra hafa, tamin'izay olona tsy nahazo tsy fandoavam-bola mitovy an'izay omen'ity Fifanarahana ity na Fifanarahana hafa misy eo amin'ity Tarika roa tonta.
6. Ny fitaovana ara-dalàna amin'ny fiaramanidina sy ny kojakoja ary ny vatsy izay raha ny tena izy mijanona ao anaty fiaramanidin'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky dia tsy azo ampidinina ho ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha tsy nahazo alalana avy tamin'ny tompon'andraikitry ny fadin-tseranan'ny ankilany. Amin'izay dia azo atao eo ambany fanarahamason'ireo tompon'andraikitra ireo mandra-panondranana na fampiasana ary hafa araka ny fitsipiky ny fadin-tseranana.

### **Andininy faha-9**

#### FOMBAFOMBA FITANTANANA NY FITRANDRAHANA NY ASAM-PITATERANA REHETRA

1. Ny orinasa voatondron'ny Tarika Mifanaiky andaniny sy ankilany dia manana fahafahana marina sy mitovy amin'ny fitrandrahana ny asam-pitaterana voatondro eo amin'ny lalana voafaritra manelanelana ny taniny avy.
2. Eo am-pitrandrahana ny asam-pitaterana nekena, ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia mitsinjo ny tombontsoan'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany mba tsy hanimba tsy amin'ny rariny ny asam-pitaterana ataon'ireo farany amin'ny ampahany na amin'ny lalana manontolo.
3. Izay asam-pitaterana mpandeha, entana sy taratasy ampiakarina na ampidinina amin'ny toerana ao amin'ny lalana voafaritra ao amin'ny tanin'ny firenena fahatelo dia tanterahina araka ny fombafomba ankapobeny izay mamaritra fa ny haben'ny fiaramanidina dia tokony hifrandraika amin'ny :
  - a) ny tinady avy na ho any amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky nanendry ny orinam-pitaterana ;
  - b) ny tinady misy amin'ny faritra lalovan'ny asam-pitaterana nekena rehefa avy nitsinjo ny asam-pitaterana ataon'ny orinasam-pitateran'ny Firenena ao amin'ny faritra lalovana ; ary
  - c) ny tinadin'ny asam-pitaterana mivantana.
4. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia mamela ny orinasam-pitaterana voatondro tsirairay avy hamaritra ny isan'ny zotra sy ny haben'ny fiaramanidina hampiasainy eo amin'ny fitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena amin'ny alalan'ny fijerena ny tsenam-barotra. Ho fampiharana an'io zo io dia tsy misy Tarika Mifanaiky mametra samirery ny habetsaky ny fifamezivezena, ny isan'ny zotra na ny fizotran'ny asam-pitaterana, ny karazam-piaramanidina trandrahan'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha tsy noho ny antony mikasika ny fadin-tseranana, teknika, ny fitrandrahana na ny tontolo iainana ary ny fepetra amin'izany dia ampitoviana araka ny voalazan'ny Andininy faha-15-n'ny Fifanekena.
5. Na ny andaniny na ny ankilany amin'ny Tarika Mifanaiky dia tsy afaka mandà ny orinasam-

pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany momba ny haben'ny fiaramanidina, ny isan'ny zotra na ny fifamezivezena izay voamarin'ny filàn'ity Fifanarahana ity.

### **Andininy faha-10**

#### **SARAN-DALANA**

1. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia mamela ny orinasam-pitaterana voatondro tsirairay avy hanao ny saram-pitaterana amin'ny alalan'ny fijerena ny tsenam-barotra. Ny fidiran'ny Tarika Mifanaiky an-tsehatra dia voafetra amin'ny :
  - a) fisorohana ny saran-dalana na ny fomba manavakavaka na mamono ny hafa
  - b) fiarovana ny mpanjifa amin'ny saran-dalana diso lafo na maneritery vokatry ny toerana manjakazaka ;
  - c) fiarovana ny orinasam-pitaterana an'habakabaka amin'ny saran-dalana ambany amboamboarina noho ny fanampiana na fanohanana mivantana na ankolaka avy amin'ny Governemanta.
2. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia afaka mitaky ny fampahafantarana na ny fametrahana'ny orinasam-pitateran'ny Andaniny eo amin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ny saran-dalana natao hampiharina avy na ho any amin'ny taniny. Ireo fampahafantarana sy fametrahana ireo dia azo takiana farafahakeliny telopolo (30) andro mialoha ny daty noheverina hampanan-kery izany saran-dalana izany. Amin'ny tranga manokana, ny fampahafantarana na ny fametrahana dia azo atao mandritry ny fe-potoana fohy kokoa noho izay mahazatra.
3. Tsy misy Tarika Mifanaiky maka fepetra irery hisakanana ny hampanan-kery na hitohizan'ny fampiharan'ny saran-dalana voavinavina na ampiharin'ny orinasam-pitaterana iray an'ny Tarika Mifanaiky iray hanovana fitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena manelanelana ny tanin'ny roa tonta. Raha heverin'ny andaniny na ny ankilany ho mifanohitra amin'ny voalazan'ny andalana voalohan'ity Andininy ity ny saran-dalana dia afaka mangataka fifampidinihana sy mampahafantatra ny anton'ny tsy fankasitrahany izy ao anatin'ny fotoana fohy. Ireo fifampidinihana dia atao ao anatin'ny telopolo (30) andro aorian'ny daty nandraisana ny fangatahana ka mifanampy ny roa tonta amin'ny fanangonana ny antontan-kevitra ilaina amin'ny famahana ara-drarin'ny olana. Raha afaka nifanaraka ny roa tonta tamin'ny saran-dalana iray izay niteraka tsy fankasitrahana dia mandray ny fepetra mifanentana amin'izany ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy mba hampiharana izany Fifanarahana izany. Raha tsy misy Fifanarahana iombonana dia tsy azo ampiharina io saran-dalana io.

### **Andininy faha-11**

#### **FANOLORANA NY FANDAHARANA**

1. Ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia manolotra ny fandaharany eo amin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ny Tarika Mifanaiky ankilany.
2. Tsy misy amin'ny Tarika Mifanaiky manana zo tsy hankasitraka fandaharana iray na fanitsiana fandaharana iray raha tsy noho ny antony mikasika ny fadin-tseranana, teknika, ny fitrandrahana

na tontolo iainana.

3. Ireo fandaharana ireo dia hatolotra farafahakeliny telopolo (30) andro alohan'ny hampanan-kery azy ka ampiarahina aminy ny filazalazana momba ny ora, ny isan'ny zotra, ny karazan'ny fiaramanidina hampiasaina sy ny endrika hampiasana azy ary ny lalana hizorany ka anisan'izany ireo toerana hiantsonany hanao fitaterana.
4. Izay fanitsiana fandaharana rehetra efa nankatoavina ankoatra ny fanitsiana tsy maharitra dia tokony hatolotra ho eken'ny Tompon'Andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka fara fahakeliny dimy ambin'ny folo (15) andro alohan'ny hampiaharana azy. Ny fanitsiana tsy maharitra dia atolotra amin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka fara fahakeliny indray andro alohan'ny hampiaharana azy.
5. Raha tsy misy fampahafantarana tsy fankatoavana voaray alohan'ny daty hampiaharana ny fandaharana na ny fanitsiana ny fandaharana dia heverina ho toy ny nankatoavina izany, izany fankatoavana ho azy izany moa dia foana avy hatrany rahateo raha ihoarana ny fetra mikasika ny haben'ny fiaramanidina sy ny isan'ny zotra.
6. Amin'ny tranga manokana, ne fe-potoana voafaritra ao amin'ny andalana faha 2 sy faha 3-n'ity Andininy ity dia azo akena raha ifanarahana ny tarika Mifanaiky roa tonta.

### **Andininy faha 12**

#### FAHAZOANA ANTOKA NY FITATERANA AN'HABAKABAKA

1. Araka ny zo sy ny andraikiny eo amin'ny lalàna iraisam-pirenena, ny Tarika Mifanaiky dia manamafy fa ny andraikiny avy eo amin'ny fitandroana ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka amin'ny asa maizimaizina, dia anisan'ny tafiditra manontolo amin'ity Fifanarahana ity. Na dia tsy ferana aza ny zo sy ny andraikiny ankapobeny araka ny lalàna iraisam-pirenena, ny Tarika Mifanaiky dia tokony hiasa manokana araka ny fepetry ny Fifanekena mikasika ny fandikana sy ny asa hafa miseho ao anaty fiaramanidina izay nosoniavina tany Tokyo ny faha-14 Septembra 1963, ny Fifanekena amin'ny fiadiana ny fanodikodinana fiaramanidina izay nosoniavina tany La Haye ny faha-16 Desambra 1970, ny Fifanekena mikasika ny fiadiana ny asa ratsy manimba ny fiarovana ny fitaterana an'habakabaka sivily izay nosoniavina tany Montréal ny faha-13 septembra 1971 ary ny Fifanarahana amin'ny fiadiana ny herisetra any amin'ny seranam-piaramanidina natao ho an'ny fitaterana an'habakabaka sivily iraisam-pirenena, famenon'ny Fifanekena amin'ny fiadiana ny asa ratsy mahazo ny fitaterana an'habakabaka sivily izay nosoniavina tany Montréal ny faha-23 Septembra 1971.
2. Ny Tarika Mifanaiky dia tsy maintsy mifanampy rehefa angatahin'ny ankilany, mba hisakanana ny asa fanodikodinana fiaramanidina na asa hafa maizimaizina manohitohina ny fiarovana ny fiaramanidina, ny mpandeha ao aminy sy ny mpanamory, ny seranam-piaramanidina ary ny fitaovanm-pifamoivoizana an'habakabaka ary koa ny loza hafa mananontanina ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka sivily.
3. Eo amin'ny fifandraisan'ny roa tonta, ny Tarika Mifanaiky dia tokony hanaraka ny fepetra mikasika ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka nataon'ny Fikambanana mikasika ny Fitaterana an'Habakabaka sivily iraisam-pirenena izay natao Tovan'ny Fifanekena raha tahiny azon'ny Tarika Mifanaiky roa tonta ampiharina izany fepetra izany. Tokony ho takian'izy ireo ny mpampiasa fiaramanidina nomeny laharam-pamantarana na ny mpampiasa fiaramanidina izay manana ny foiben'ny na ny fonenany maharitra eo amin'ny taniny ary ny mpitrandraka seranam-

piaramanidina eo aminy, hanaraka ny fepetra mikasika ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka.

4. Manaiky ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy fa ny mpampiasa fiaramanidina dia tokony hanaja ny fepetra mikasika ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka voalazan'ny andalana faha-3-n'ity Andininy ity ary takian'ny Tarika Mifanaiky ankilany amin'ny fidirana, fivoahana na fijanonana ao amin'ny taniny. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia hanaramaso ny fampiharana tanteraka eo amin'ny taniny ireo fepetra ireo mba ho fiarovana ny fiaramanidina sy hanivanana ny mpandeha, ny entana, ny mpanamory ary hanaovana fanarahamaso ny fiarovana araka izay tokony ho izy eo amin'ny entana sy ny vatsy aloha sy mandritra ny fampidirana sy fanondranana. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy koa dia manaiky hanome lanja izay fangatahan'ny Tarika Mifanaiky ankilany mba hisy fepetra manokana momba ny fahazoana antoka ara-drariny ho raisina hiadiana amin'ny loza manokana mananontanona.
5. Raha sendra misy trangan-javatra na fandrahonana haka an-keriny fiaramanidina na asa ratsy hafa manohitohina ny fiarovana ireo fiaramanidina, ny mpandeha ao aminy, ny mpanamoriny, ny seranam-piaramanidina na ny fitaovam-pifamoivoizana an'habakabaka, ny Tarika Mifanaiky dia tokony hifanampy amin'ny alalan'ny fifampidinihina mba hanamora ny fifandraisana sy ireo fepetra hafa mifanentana natao hanajanona izany trangan-javatra na fandrahonana izany araka izay haingana azo atao kanefa tsy tandindomin-doza be loatra ny ain'olona.
6. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia maka ny fepetra rehetra izay heveriny ho azo tanterahina hitazonana eo amin'ny seranana ny fiaramanidin'ny Tarika Mifanaiky ankilany izay iharan'ny fanodikodinana na asa maizimaizina hafa ka miantsona eo amin'ny taniny raha tsy ohatra angaha voatery alefa izy noho ny tsy maintsy iarovana ny ain'ny mpandeha sy ny mpanamory.
7. Na dia eo aza ny fepetra ny andalana faha-2-n'ny Andininy faha-17-n'ity Fifanarahana ity, raha ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky manana antony hita fa rariny afahany mino fa tsy nanaja ny fepetran'ity Andininy ity ny Tarika Mifanaiky ankilany dia azony atao ny mangataka fifampidinihina avy hatrany amin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka an'ilay Tarika Mifanaiky ankilany.
8. Raha misedra olana ny Tarika Mifanaiky iray eo amin'ny fametrapetrahana ny fepetra momba ny fahazoana antoka ny fitaterana an'habakabaka ao amin'ity Fifanarahana ity dia azon'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ny an'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky ny mangataka fifampidinihina avy hatrany amin'ny Tompon'andraikitra ny asam-pitaterana an'habakabaka an'ny Tarika Mifanaiky ankilany.

### **Andininy faha-13**

#### **FIAROVANA**

1. Azon'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy ny mangataka fifampidinihina amin'ny fotoana rehetra mikasika ny fepetra momba ny fiarovana amin'ny sehatra mahakasika ny mpanamory ny fiaramanidina na ny fitrandrahana azy izay ampiharin'ny Tarika Mifandimby ankilany. Izany fifampidinihina izany dia hatao telopolo (30) andro manaraka ny fangatahana.
2. Raha aorian'ny fifampidinihina mahatsikaritra ny Tarika Mifanaiky iray fa tsy Tarika Mifanaiky ankilany dia tsy mampihatra na manaramaso tanteraka ny fepetra momba ny fiarovana amin'ny iray amin'ireo sehatra ireo izay farafaharatsiny mitovy ambany indrindra manan-kery, araka ny Fifanekena tao Chicago, ilay Tarika Mifanaiky voalohany dia hampafantatra amin'ny Tarika Mifanaiky ankilany izany tsoa-kevitra izany sy ny lalan-kizorana heverina ilaina mba hanarahana

ireo fepetra farany ambany ireo ary io Tarika Mifanaiky ankilany io dia tokony handray ny fepetra fanitsiana ilaina amin'izany. Ny tsy fanatanterahana io Tarika Mifanaiky ankilany io ny fepetra mifanentana amin'izany ao anatin'ny 15 andro na ao anatin'ny fotoana lavalava kokoa izay ifanarahana dia porofo antony ahafahana mampihatra ny Andininy faha-4-n'ity Fifanarahana ity (sazy)

3. Na eo aza ny andraikitra voalazan'ny Andininy faha -33-n'ity Fifanekena tany Chicago, dia fanarahana fa izay fiaramanidina trandrahana noho ity Fifanarahana ity ka amin'ny anaran'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka an'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky ka raha toa eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany dia azon'ny solontena nahazo alalana amin'izany atao ny manao fisafoana ao anaty sy manodidina ny fiaramanidina mba hanamarinana ny fananan-kerin'ny antontan-taratady momba ny fiaramanidina sy ny an'ireo mpanamory sy ny toetra ivelan'ny fiaramanidina sy ireo fitaovana ao aminy (antsoina hoe "fisafoana eo amin'ny faritra fifamezivezena" izany ato anatin'ity Andininy ity) raha toa ka tsy niteraka fahatarana tsy aradrariny izany.
4. Raha izay fisafoana na izay andiam-pisafoana eo amin'ny faritra fifamezivezena izay no miteraka :
  - a) porofo entitra fa tsy manaraka ny fepetra farany ambany manan-kery ny fiaramanidina na ny fitrandrahana ny fiaramanidina araka ny Fifanekena tao Chicago ; ary
  - b) porofo entitra fa misy tsy fahalavorariana eo amin'ny fandraisana sy fampiharana tanteraka ny fepetra manan-kery momba ny fiarovana araka ny Fifanekena tao Chicago.
  - c) Ny Tarika Mifanaiky izay manao ny fisafoana dia afaka manao fehin-kevitra malalaka araka ny Andininy faha-33 ny Fifanekena tao Chicago fa ny toromarika nanomezana na nanekena ny sertifika na lisansa mikasika ny mpanamorin'izay fiaramanidina na ny toromarika nitrandraka an'io fiaramanidina io dia tsy mitovy na mihoatra ny fepetra farany ankilany indrindra manan-kery araka ny Fifanekena tao Chicago.
5. Raha ny fanaovana fisafoana eo amin'ny faritra fifamezivezena an'ny fiaramanidina ampiasain'ny orinasam-pitateran'ny Tarika Mifanaiky iray araka ny fampiharana ny andalana faha-3-n'ity andininy ity, no sakanan'ny solonten'izany orinasam-pitaterana izany, dia malalaka ny Tarika Mifanaiky ankilany hihevitra ny fisian'ny antony goavana mampiahiahy voatsiahy ao amin'ny andalana faha-4-n'ity Andininy ity sady manatsoaka ny fehin-kevitra voalaza ao amin'io andalana io ihany.
6. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia manana zo hampiato na hanova ny fahazoan-dalana hitrandraka an'ny orinasam-pitateran'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha mahatsapa ny Andaniny fa tokony hisy hetsika ilaina eo noho eo ho fiarovana ny fitrandrahan'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka, vokatry ny fisafoana na andiam-pisafoana tamin'ny faritra fifamezivezena na ny fandavana ny fanaovana ny fisafoana amin'ny faritra fifamezivezena na ny fifampidinihina na zavatra hafa.
7. Izay fepetra rehetra ampiharin'ny Tarika Mifanaiky iray mifanaraka amin'ny andalana faha-2 na faha-6-n'ity Andininy ity dia ahato raha vantany vao mitsahatra ny fototra nipoiran'izany hetsika izany.

**Andininy faha-14**

## FANOMEZANA ANTONTANISA

Ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ao amin'ny Tarika Mifanaiky iray dia mitaky ny orinasam-pitaterany an'habakabaka mba hanome tsy tapaka an'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ao amin'ny Tarika Mifanaiky ankilany, noho ny fangatahany, izay rehetra antontanisa na hafa. Ireo antontanisa ireo dia tokony hahitana indrindra indrindra ny isan'ny mpandeha sy ny entana notaterin'ny orinasam-pitateran'ny Tarika Mifanaiky ankilany eo amin'ny asam-pitaterana nekena ary koa ny toerana iangana sy iafaran'ny mpandeha sy ny entana entina.

**Andininy faha-15**

## TOMBOM-BAROTRA

1. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia manome ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany, zo hamindra malalaka araka ny didy sy izay takian'ny fifanakalozam-bola ao aminy, ny ambim-bava amin'ny lanin'io orinasam-pitaterana io ao amin'ny taniny, ka mifandraika amin'ny fitaterana mpandeha sy entana ary taratasy.
2. Ny famindrana ambim-bava sy ny fandoavam-bola ifanaovan'ny orinasam-pitaterana voatondro dia atao amin'ny vola vahiny matanjaka sy azo atakalo ifanarahan'ny roa tonta.
3. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay dia tsy mampandoa amin'ny alalan'ny fitia mifamaly, hetra avy amin'ny vola miditra na tatao hafa avy amin'ny vola miditra izay fitakiny, ny vola miditra rehetra avy amin'ny fitrandrahana ny asam-pitaterana nekena ataon'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany.
4. Raha misy Fifanarahana na Fifanekena natokana hisorohana ny fitakian-ketra indroa mikasika ny vola miditra na renivola manan-kery eo amin'ny Namibia sy Madagasikara dia misolo avy hatrany ny fepetran'ity andalana faha-3'n'ity Andininy ity izany fepetran'io fifanarahana na fifanekena io izany izay mamatotra ny Tarika Mifanaiky roa tonta.

**Andininy faha-16**

## MASOIVOHON'NY ORINASAM-PITATERANA

1. Ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia mahazo alalana hanokatra masoivoho ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany araka ny didy aman-dalànan'ity farany mikasika ny fidirina, ny fampiasana sy ny fanorenam-ponenan'ny olona ao amin'ny taniny ary koa hampiditra sy hampiasa ao amin'izany tany izany, manam-pahaizana ao amin'ny sehatra teknika, fitatanana sy fitrandrahana na amin'izay sehatra rehetra hafa ilana izany amin'ny tokony ho izy amin'ny fanaovana ny asam-pitaterana nekena.
2. Mba hanamora ny fitrandrahana ny asam-pitaterana nekena, ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia maka ny fepetra rehetra ilaina mba hanafaingana ny fombafomba fahazoana alalana ilaina amin'ny fidirana, ny fivoahana sy ny fanorenam-ponenana araka izay ilaina, ho an'ny solontena voalaza ao amin'ny andalana 1-n'ity Andininy ity, ny fianakaviany, ny mpanamory sy ny manam-pahefan'ny orinasam-pitaterana voatondro ary ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka

an'ny Tarika Mifanaiky andaniny.

3. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia manome an'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany, ny zo hivarotra mivantana ny asam-pitaterana an'habakabaka avy any amin'ny taniny sy ho an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka amin'ny alalan'ny mpanelanelana. Ny orinasam-pitaterana voatondro dia manana zo hivarotra ireo asam-pitaterana an'habakabaka ireo ary ny olona rehetra dia afaka mividy malalaka an'izany amin'ny vola ao amin'ny Tarika Mifanaiky izay manome izany zo izany.

### **Andininy faha-17**

#### FANDAMINANA FIFANOLANANA

1. Raha misy fifanolanana mitranga eo amin'ny Tarika Mifanaiky mikasika ny hevi-teny na ny fampiharana an'ity Fifanarahana ity, dia miezaka aloha amin'ny voalohany ny Tarika Mifanaiky roa tonta handamina izany amin'ny alalan'ny fifampidinihina.
2. Raha tsy vitan'ny Tarika Mifanaiky ny mifandamina amin'ny alalan'ny fifampidinihina dia afaka mifanaraka izy ireo hitondra ny fifanolanana ho tapahina eo anatrehan'ny olona na fikambanana mahefa.
3.
  - a) Raha tsy misy fandaminana tratra araka ny andalana voalohany na faha-2-n'ity Andininy ity, dia hatolotra ho tapahin'ny fitsarana misy mpitsara telo ny fifanolanana raha mangataka izany ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky roa tonta.
  - b) Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy no hanendry mpitsara iray avy ary ny fahatelo izay ho tendren'ireo mpitsara roa voafidy ireo no hiandraikitra ny toeran'ny Filohan'ny fitsarana.
  - c) Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia hanendry ny mpitsarany ao anatin'ny enimpolo (60) andro manomboka ny daty ahazoan'ny Tarika Mifanaiky iray ny Naoty diplaomatika mangataka ny fitsarana ny fifanolanana amin'ny alalan'izany, ny mpitsara fahatelo dia ho tendrena ao anatin'ny enimpolo (60) andro hafa manomboka ny andro manaraka avy hatrany ny fanendrena ny mpitsara voalohany amin'ireo mpitsara roa.
  - d) Raha tsy manendry mpitsara ny iray an'ny Tarika Mifanaiky ao anatin'ny fe-potoana voatondro na tsy misy mpitsara fahatelo voatondry ao anatin'ny fe-potoana voatondro azon'iray amin'ny Tarika Mifanaiky atao ny mangataka ny Filohan'ny Filan-kevitra ny Fikambanana mikasika ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena hanendry mpitsara iray na ireo mpitsara arakaraka ny fisehoan-javatra. Amin'izay fotoana izay, ny mpitsara na ireo mpitsara voatendrin'io Filoha io dia tsy tera-tany na mponina maharitra amin'ireo firenena mpikambana amin'ity Fifanolanana ity.
4. Tsy maintsy manaraka an'izay fanapahan-kevitra na fepetra navoakan'ny Fitsarana ny Tarika Mifanaiky.
5. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy no hiantSOROKA ny karama sy ny vola lanin'ny mpitsarany avy. Ny karama sy ny vola lanin'ny mpitsara fahatelo ary ny sarany ny fetra sy karazam-pandanian'ny Fitsarana dia ifanarahan'ny roa tonta mialoha sy iantsorohany ary zarainy mitovy ; faritany koa eo andanin'izany ny daty ny toerana hivorian'ny mpitsara. Izay rehetra mikasika ny fizarana ny lanin'ny fitsarana na ny fombafomba fandoavana an'izany lany izany dia faritan'ny fitsarana.

6. Na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona ka tsy manaraka ny fanapahan-kevitra na ny fepetra voalazan'ny andalana faha-4-n'ity Andininy ity ny Tarika Mifanaiky iray dia azon'ny Tarika Mifanaiky ankilany atao ny mametra, na mampihato na mampitsahatra ny zo rehetra na ny tombontsoa izay nomeny ny Tarika Mifanaiky manana hadisoana tamin'ny alalan'ity Fifanarahana ity.

### **Andininy faha-18**

#### FIFAMPIDINIHINA

1. Ao anatin'ny fiaraha-miasa entitra, ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka dia afaka mangataka na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona, fifampidinihina mikasika ny fanatanterahana, ny heviteny, ny fampiharana na ny fanovana ity Fifanarahana ity hifanaraka amin'ity Fifanarahana ity sy/na ireo tovanany.
2. Ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia afaka mangataka fifampidinihina izay azo tanterahina na amin'ny alalan'ny ady hevitra na amin'ny alalan'ny taratasy ; izany fifampidinihina izany dia hanomboka ao anatin'ny fe-potoana enimpolo (60) andro manomboka amin'ny vaninandro naharaisana ny fangatahana raha tsy ohatra angaha mifanaiky ny Tarika Mifanaiky roa tonta hanalava izany fe-potoana izany.

### **Andininy faha-19**

#### FANOVANA

1. Raha heverin'iray amin'ny Tarika Mifanaiky fa ilaina ny manova ity Fifanarahana ity, izany fanovana izany raha toa ka nankatoavian'ny Tarika Mifanaiky dia manomboka manan-kery rehefa nohamafisina tamin'ny alalan'ny taratsy ara-diplomatika.
2. Na eo aza ny fepetran'ny andalana voalohan'ity Andininy ity, ireo fanovana ny Tovan'ity Fifanarahana ity ireo dia azo ifanarahan'ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka mivantana. Ireo fanovana ireo dia hampiharina manomboka amin'ny vaninandro nifanarahana ary hanomboka hanan-kery aorian'ny fifanakalozana taratasy ara-diplomatika.
3. Ovana avy hatrany hifanaraka amin'ny fepetran'izay Fifanekena rehetra na Fifanarahan'ny tany maromaro mikasika ny fitaterana an'habakabaka izay mampifamatotra ny Tarika Mifanaiky roa tonta ity Fifanarahana ity.

### **Andininy faha-20**

#### FANORATANA ANY AMIN'NY FIKAMBANANA MIKASIKA NY FITATERANA AN'HABAKABAKA SIVILY IRAISAM-PIRENENA

Ho raketina any amin'ny Fikambanana mikasika ny fitaterana an'Habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ity fifanarahana ity sy izay fanovana rehetra ao aminy afa-tsy izay an'ny Tabilaon-dalana.

### **Andininy faha-21**

## FANDRAVANA

Azon'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy atao na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona ny mampahafantatra an-tsoratra ara-diplomatika an'ny Tarika Mifanaiky ankilany, ny fikasany handrava ity Fifanarahana ity. Andefasana koa an'izany fampahafantarana izany ny fikambanana mikasika ny Fitaterana an-Habakabaka Sivily Iraisam-pirenena. Amin'izay tranga izay, tapitra tsy manan-kery roa ambin'ny folo (12) volana aorian'ny vaninandro naharaisan'ny Tarika Mifanaiky ankilany ny fampahafantarana raha tsy ohatra angaha mifanaraka ny roa tonta hisintona ny fanambarana alohan'ny hataperan'ny fe-potoana. Raha tsy misy taratasy fanamarinana ny fahazoan'ny Tarika Mifanaiky ankilany ny fampahafantarana dia heverina fa azony izany efatra ambin'ny folo (14) andro aorian'ny vaninandro naharaisan'ny Fikambanana mikasika ny Fitaterana an'Habakabaka Sivily Iraisam-pirenena ny fampahafantarana.

**Andininy faha-22**

## FANOMBOHANA HANAN-KERY

Ity Fifanarahana ity dia misolo ireo fifanarahana rehetra manan-kery eo amin'ny Tarika Mifanaiky roa tonta mikasika ny asam-pitaterana anelanelana sy ankoatra ny tanin'ny tsirairay.

Ity Fifanarahana ity sy ireo fanovana rehetra ao aminy dia hanomboka hanany-kery telopolo (30) andro manomboka ny vaninandro ifampilazan'ny Governemantan'ny Tarika Mifanaiky ny fahavitan'ny fombafomba manokana ao aminy araka ny Lalàm-panorenana.

Arak'izany, manao sonia an'ity Fifanarahana ity ny nomen'ny Governemantany tsirairay avy fahefana amin'izany.

Natao tao Windhoek ny faha- 31 May 2001 amin'ny dika efatra mitovy amin'ny teny anglisy sy frantsay, manan-kery daholo ireo dika efatra ireo.

Avy amin'ny Governemantan'ny  
Republikan'i Madagasikara

RASOLONAY Charles Angelo  
Ministry ny Fitaterana sy ny  
Famantarana ny Toetr'andro

Avy amin'ny Governemantan'ny  
Republikan'i Namibia

MOSES Amweelo  
Ministry ny Asa Vaventy, ny  
Fitaterana sy ny Fifandraisana

## TOVANA VOALOHANY

## Tabilaon-dalana

Faritra voalohany

Lalana trandrahan'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Governemantan'i Namibia.

Toerana iaingana	Toerana anelanelana	Toerana ao Madagasikara	Toerana ankoatra
na aiza toerana ao Namibia	na aiza toerana	na aiza toerana	na aiza toerana

Lalana trandrahan'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka voatondron'ny Governemantan'i Madagasikara

Toerana iaingana	Toerana anelanelana	Toerana ao Namibia	Toerana ankoatra
na aiza toerana ao Madagasikara	na aiza toerana	na aiza toerana	na aiza toerana

## Faritra faha-2

Fanalefahana ny fitrandrahana

1. Azo atao ny mitrandraka ny asam-pitaterana amin'ny lafiny mandroso sy miverina.
2. Ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia afaka manajanona toerana anelanelana na ankoatra iray na maro amin'ny asam-pitaterana iray na maro raha tahiny ka ireo asam-pitaterana nekena ireo dia manomboka amin'ny toerana iray ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky nanendry ny orinasam-pitaterana.
3. Ny fanakambanana laharana sidina maromaro amin'ny fitrandrahana fiaramanidina iray dia azo atao raha mahafeno ny fepetra voalaza ao amin'ny Tovana faha-III.
4. Ny orinasam-pitaterana an'habakabaka an'ny Tarika Mifanaiky tsirairay avy dia afaka mitrandraka toerana alohan'ny taniny amin'ny alalan'iny fiaramanidina na laharana sidina iny ihany na manova izany sy manolotra amin'ny besinimaro ireo asam-pitaterana ireo tahaka ny asam-pitaterana mivantana, tsy misy fepetra eo amin'ny lalan-kizorana na ny ivon-tany ary tsy manafaoana ny zo hitatitra nekena araka ity Fifanarahana ity raha toa ka ny asam-pitaterana dia mitrandraka toerana iray an'ny Tarika Mifanaiky izay nanendry ny orinasam-pitaterana an'habakabaka.

## Faritra faha-3

Eo amin'ny ampahan-dalana iray na maromaro ao amin'ny lalana nekena, izay orinasam-pitaterana voatondro dia afaka manao fitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena ka tsy misy fepetra eo amin'ny fanovana karazana na isan'ny fiaramanidina trandrahana na aiza na aiza toerana eo amin'ny lalana raha toa ka amin'ny lalana mandroso, ny fitaterana ankoatran'io toerana io dia fitohizan'ny fitaterana an'habakabaka avy amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky izay nanendry ny orinasam-pitaterana ary eo amin'ny lalana miverina, ny fitaterana ho amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky nanendry ny orisanam-pitaterana dia fitohizan'ny fitaterana ankoatran'io toerana io.

## TOVANA FAHA-II

### **Fombafomba tsy manavaka sy tsy misy fifaninana momba ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra**

Ekena fa ny Andininy faha-9 "Rafi-pitantanana asam-pitaterana nekena" ao amin'ity Fifanarahana ity dia miantoka ny "fahafahana marina sy mitovy eo amin'ny lafiny fifaninanana" ho an'ny orinasam-pitaterana voatondro.

Mahatsapa fa ny iray amin'ny lafiny tena manan-danja eo amin'ny fahafahan'ny orinasam-pitaterana mifaninana dia ny fahafahany mampahafantatra ny besinimaro ny asam-pitaterana ataony amin'ny fomba marina sy tsy manavaka, ary koa vokatry izany, ny hatsaran'ny vaovao mikasika ny asam-pitateran'ny orinasam-pitaterana izay ananan'ny sampandraharaha mpikarakara dia izay manamparitaka mivantana ireo vaovao ho an'ny besinimaro ary ny fahafahan'ny orinasam-pitaterana manolotra an'ireo sampandraharaha ireo fomba famandrihana ara-kajy mirindra afaka mifaninanana izay fototry ny fahafahana mifaninana ho an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka ; sy

Mahatsapa fa ilaina koa ny manamarina fa ny tsombotsoan'ny mpanjifa ny vokatry ny fitaterana an'habakabaka dia voaharo eo anatrehan'ny fampiasan-dratsy an'ireo vaovao ireo sy ny fampisehoana fitaka azy ireo ary ny orinasam-pitaterana an'habakabaka sy ny sampandraharaha mpikarakara dia afaka mampiasa tokoa ny fomba famandrihan-toerana ara-kajy mirindra.

1. Mifanaraka ny Tarika Mifanaiky fa ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra dia tokony hanana fampiratiana voalohany miaraka aminy ka :
  - a) ny vaovao mikasika ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenana ka anisan'izany ny fanaovana ny taratasy mikasika izany asam-pitaterana izany dia soratana sy aseho tsy misy fanavakavahana na tanjona tsy miova fenitra mivantana na ankolaka araka ny anaran'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka na ny tsenam-barotra. Ireo fepetra ireo dia tokony hihatra mitovy tantana amin'ny orinasam-pitaterana rehetra mandray anjara ;
  - b) ny antontan'isan'ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra dia tokony ho feno koa araka izay azo atao ;
  - c) ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra dia tsy tokony hanafoana ny vaovao nomen'ny orinasam-pitaterana mpandray anjara. Ireo vaovao ireo dia tokony ho fohy sy mazava, ohatra, ny sidina misy fizarana mari-jotra sy misy fanovana fiaramanidina ary ny sidina misy fijanonana dia tokony hiseho mazava mampiseho ireo toetra ireo ;
  - d) ny rafi-mpamandrihana ara-kajy mirindra rehetra ananan'ny sampandraharaha mpikarakara dia izay manamparitaka ny vaovao mikasika ny asam-pitaterana an'habakabaka ho an'ny besinimaro eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky andaniny na ankilany dia tsy hoe fotsiny tsy maintsy fa tokony koa hanana ny zo hiasa araka ny fitsipika fampihatra amin'ny rafi-pandaminana ara-kajy mirindra manan-kery eo amin'ny tany izay itrandrahana azy ;
  - e) ny sampandraharaha mpikarakara dia mahazo alalana mampiasa fampiratiana faharoa izay misy ao amin'ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra raha tahiny ka mangataka manokana an'izany fampiratiana izany ny sampandraharaha mpikarakara dia.
2. Ireo orinasam-pitaterana rehetra vonona handoa izay sarany tsy manavakavaka azo ampiarina dia omena alalana handray anjara amin'ny rafi-pamandrihana ara-kajy an'ny mpamatsy tsirairay avy eo amin'ny taniny. Ny fitaovam-panaparitahana rehetra omen'ny mpamatsy ny rafitra dia omena tsy

misy fanavakavahana an'ireo orinasam-pitaterana mpandray anjara. Ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra dia hampiranty tsy misy fanavakavahana sy tsy miandany amin'ny hafa eo anatrehan'ny orinasam-pitaterana, ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena mpandray anjara eo amin'ny tsena izay tiany hivarotana izany asam-pitaterana izany. Raha misy mangataka, ny mpamatsy rafi-pamandrihana ara-kajy dia hanome ny antsipiriana'ny lalan-kizorana amin'ny fanovana azy hifanaraka amin'ny zava-misy sy ny fitahirizana ny antontanisa, ny fepetra ampiharina amin'ny fanotana sy ny fandaharana ny vaovao, ny lanja omena an'ireo fepetra ireo ary ny fepetra ampiasaina hifantenana ny toeram-pifandraisana sy ny fampidirana ny sidim-pifandraisana.

3. Ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky iray miasa eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany dia manana zo hampiditra sy hitazona ny rafi-pamandrihana ara-kajy sy hamela malalaka an'izany hampiasain'ny sampandraharaha na kaompania mpikarakara ka ny votoatin-draharahany dia manaparitaka ny vokatra mpifandraika aminy dia ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha toa ka ny rafi-pamandrihana mifanaraka amin'izao fombafomba izao.
4. Ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky ankilany dia tsy tokony hampiharina fitsipika mafy kokoa eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky iray noho izay ampiharina amin'ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana an'ny Tarika Mifanaiky andaniny, mikasika ny fahazoana miditra ao amin'ireo fitaovam-pifandraisana sy ny fampiasana izany, ny safidy amin'ny fampiasana ny fitaovana sy ny "lozisiela" natokana ho amin'ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra sy ny fametrahana ara-teknika ny fitaovana natokana ho an'ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra.
5. Ny mpamatsy ny rafi-pamantanana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky iray dia tsy tokony hampiharina fitsipika feno faneriterena kokoa eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky iray noho izay ampiharina amin'ny mpamatsy ny rafi-pamantanana an'ny Tarika Mifanaiky andaniny, mikasika ny fampirantiana ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra (ao anatin'izany ny fanotana sy ny ova ilaina amin'ny fampiratiana), ny fitrandrahana na ny famarotana.
6. Ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra ampiasaina eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky iray dia tokony hizaka tanteraka ny fidirana sy tsy misy teritery ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany raha toa ka mifanaraka amin'ny fepetra teknika sy ny fepetra momba ny fiarovana manankery ao amin'io tany io izay tsy tokony hanavakavaka. Amin'ny lafiny manokana, ny orinasam-pitaterana iray voatondro dia tokony ho afaka mandray anjara feno amin'izany rafitra izany ao amin'ny tany niaviany ka mandray anjara amin'ny rafitra atolotra amin'ny sampandraharaha mpikarakara dia eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany. Ny tompony na ny mpitrandraka ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky iray dia tokony hanana fahafahana mitovy hanana na hitrandraka ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra mifanaraka an'ity fepetra ity eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany toa an'ireo tompony na mpitrandraka an'io Tarika Mifanaiky ankilany io. Ny orinasam-pitaterana sy ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky iray dia tsy tokony hampihatra fepetra manavakavaka amin'ny sampandraharaha mpikarakara ny dia ao amin'ny tany nihaviany hitrandraka ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra mifanaraka an'ity fepetra ity eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany toa an'ireo tompony na mpitrandraka an'io Tarika Mifanaiky ankilany io. Ny orinasam-pitaterana sy ny mpamatsy ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra an'ny Tarika Mifanaiky iray dia tsy tokony hampihatra fepetra manavakavaka amin'ny sampandraharaha mpiakarakara ny dia ao amin'ny tany nihaviany noho izy ireo mampiasa na manana rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra izay trandrahana koa eo amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany.
7. Mba hanatanterahana ireo fepetra voalaza etsy ambony ireo amin'ity Fifanarahana ity dia ankatoavin'ny Tarika Mifanaiky ny Fitsipi-pitondrana manaraka ity an'ny Fikambanana mikasika

ny Fitaterana an'Habakabaka Sivily Iraisam-pirenena.

Fitsipi-pitondrana ho an'ny fitsipi-pandaminana sy ny fiasan'ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra.

### **Andininy voalohany**

#### Votoatiny

Ity Fitsipi-pitondrana ity dia natao tao anatin'ny mangarahara, azon'ny rehetra idirana sy tsy anavakavahana ary mikendry ny hisian'ny fifaninanana madio eo amin'ireo orinasam-pitaterana sy mpizara ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra sy hanome ny mpampiasa ny fitaterana an'habakabaka fidirana maro isafidianana mba hifantana an'izay ilainy.

Ho jerena amin'ny fanatanterahana an'izany ny fomba fanao ara-barotra ankehitriny, ny tombontsoa manokan'ny tany eo an-dalam-pandrosoana sy ny filàna kely indrindra hampirindrana ny fitsipi-pandaminana isan-karazany eo amin'ny firenena sy faritra mikasika ny rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra.

### **Andininy faha-2**

#### Dikan-teny

Amin'ity Fitsipi-pitondrana, ny atao hoe :

- a) "rafi-pamandrihana ara-kajy mirindra (RPA)" dia rafitra ara-kajy mirindra mampiseho ny ora, ny toerana misy ary ny saran-dalan'ny mpitatitra an'habakabaka ka ahafahana manao famandrihana amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka ;
- b) "mpizara" dia sampan-draharaha mitrandraka na mivarotra ny RPA ;
- c) "mpitatitra mpandray anjara" dia mpitatitra an'habakabaka mampiasa RPA iray na maro mba hizarana asam-pitaterana an'habakabaka na amin'ny maha mpizara RPA azy na noho ny fifanarahana miaraka amin'ny mpizara RPA ;
- d) "mpamandrika" dia sampandraharaha toy ny sampandraharaha mpikarakara dia izay mampiasa ny RPA avy amin'ny alalan'ny fifanarahana amin'ny mpizara mba hivarotana asam-pitaterana amin'ny besinimaro.

### **Andininy faha-3**

#### Sehatra fampiharana

- a) Ny Fitsipi-pitondrana dia ampiharina amin'ny fizarana na vokatra eo amin'ny asam-pitaterana an'habakabaka iraisam-pirenena mpandeha avy amin'ny alalan'ny RPA. Raha heverin'ny Fanjakana fa ilaina izany mba hamaly ny zava-kendren'ny Fitsipi-pitondrana voalaza ao amin'ny andininy voalohany, dia ampiharina koa izy amin'ny rafitra ara-kajy mirindra mampiseho ny ora, ny toerana misy ary ny sara-dalan'ny mpitatitra izay tsy manana fahafahana manao famandrihana.
- b) Raha misy sidina tsindraindray ao amin'ny fampirantiana fototra dia toy izany ihany no hahafantarana an'ireo sidina ireo ary aseho amin'ny fepetra mitovy amin'ny anaovana ny asam-pitaterana tsy tapaka izy ireo ary ny mpampiasa ny fitaterana an'habakabaka dia ampahafantarina ny fepetra manokana miaraka aminy.

### **Andininy faha-4**

#### Andraikitra ny Firenena

Ny Firenena izay manaraka ny Fitsipi-pitondrana dia :

- a) manao izay hanajan'ny mpamandrika (raha azo atao), ny mpizara ary ny mpitatitra azy eo amin'ny asa mifandraika amin'ny RPA izay entiny ao amin'ny taniny ;
- b) manala raha sendra misy, izay sakasakana rehetra mikasika ny lalàna mba hahafahan'ny mpitatitra an'habakabaka na ireo sampandraharaha hafa monina eo amin'ny tanin'ny Firenena manaraka ny Fitsipi-pitondrana miroboka amin'ny RPA misy eo amin'ny taniny ;
- c) manome alalana ny mpizara izay manaraka ny Fitsipi-pitondrana hanolotra rafi-pamandrihany ara-kajy mirindra eo amin'ny taniny amin'ny endriny tsy manavakavaka sy araka ny fifanarahana na fifandaminana ifanaovan' ny tany roa tonta na maro misy azy ;
- d) mitondra tsy misy fiangarana ny mpizara rehetra eo amin'ny asa mifandraika amin'ny RPA izay entiny eo amin'ny taniny ;
- e) mamela ny fivezivezena malalaka eo amin'ny taniny sy amin'ny sisin-taniny ho an'ny vaovao ilaina hanantanterahina ny filàn'ny mpampiasa sy fitaterana an'habakabaka eo amin'ny lafiny famandrihana sy filàna hafa ;
- f) mampiasa ny fombafomba fifanakalozana eo amin'ny samy governemanta mba hamaha ny olana mahakasika firenena iray hafa manaraka ny Fitsipi-pitondrana sy miompana ny fitsinjarana ny vokatry ny fitaterana an'habakabaka avy amin'ny alalan'ny RPA izay tsy vitan'ny tarika voakasika mivantana ny mandamina azy amin'ny fomba mahafa-po.
- g) tsy mamela na manery ny mpitatitra an'habakabaka na ny mpizara eo ambany fiahiany, handray fepetra tsy mifanaraka amin'ny Fitsipi-pitondrana, raha tsy toa angaha hiatrehana amin'ny tokony ho izy sy mifanentana amin'izany, ny tsy fahatezan'ny asa mifamaly eo amin'ny lafiny RPA na ny vokatry ny tsy fahombiazan'ny fombafomba fifanakalozana eo amin'ny samy governemanta natokana hamahana ny olana mikasika ny RPA.

### **Andininy faha-5**

#### Andraikitra ny mpizara eo anatrehan'ny mpitatitra an'habakabaka

Ny mpizara dia :

- a) mamela handray anjara amin'ny RPA-ny an'izay mpitatitra vonona handoa ny sarany takiana sy hanaiky ny fepetra lasitry ny mpizara ;
- b) tsy mitaky amin'ny mpitatitra ny handraisany anjara amin'ny RPA-ny ihany na hampiasa izany amin'ny ampahan'asany voafaritry mialoha ;
- c) tsy manery amin'ny fandraisana anjara amin'ny RPA-ny, fepetra tsy misy ifandraisany mivantana amin'ny fombafomba fizarana ny vokatry ny mpitatitra an'habakabaka amin'ny alalan'ny RPA-ny ;

- d) tsy manavakavaka eo amin'ny samy mpitatitra mpandray anjara amin'ny asa atolotry ny RPA, ka anisan'izany ny fe-potoana sy ny fepetra fidirana amin'ny fanampin'asa noho ny teritery ara teknika indrindra indrindra izay tsy miankina aminy ;
- e) manao ny sarany takiany mba :
- (i) tsy hanavakavaka ;
  - (ii) tsy voatsinjara hanala ny fandraisan'ny mpitatitra madinika anjara ;
  - (iii) ho tsinjaraina ara-drariny sy mifanentana marina amin'ny saran'ny asa omena sy ampiasaina ary indrindra, hitovy amin'ny asa mitovy.
- f) manome vaovao mikasika ny fanaovana taratasy fitakiam-bola ny asan'ny rafitra amin'ny endriny mifanentana amin'izany (ao anatin'izany raha misy mangataka, amin'ny alalany na tamin'ny fampiasana fitaovana elektronika) sy marina mba ahafahan'ny mpitatitra mpandray anjara manamarina haingana ny fahamarinan'ny taratasy fitakiam-bola ;
- g) mampiditra ao anatin'ny fifanekena fepetra izay mamela ny mpitatitra manafoana ny fifanekena rehefa avy manao fampandrenesana mialoha :
- (i) izay farafahabetsany enim-bolana ary farafahaingana tapitra alohan'ny faran'ny taona volaohan'ny fifanekena ;
  - (ii) araka izay voalazan'ny lalàna eo amin'ny firenena.
- h) manaraka fepetra tsy miovaova sy tsy manavakavaka eo amin'ny lafiny fikojakojana, fahamarinana sy fahazotoana amin'ny fampidirana ny vaovao omen'ny mpitatitra mpandray anjara, noho ny teritery takian'ny fomba fampidirana fidin'ny mpitatitra mpandray anjara ;
- i) tsy milalao ny vaovao omen'ny mpitatitra ka mahatonga fampirantiana vaovao tsy marina sy manavakavaka ;
- j) mamela mitovy ny vaovaon'ny RPA izay mikasika mivantana ny famandrihana iray ho azon'ny mpamandrika liana amin'izany sy ireo mpitatitra rehetra izay miditra amin'ny asa voavahan'ny famandrihana kirakiraina ;
- k) tsy manavakavaka eo amin'ny samy mpitatitra mpandray anjara amin'ny famelana hikirakira izay vaovao rehetra ateraky ny RPA-ny amin'ny endriny mitambatra na tsy mitonona anarana ankoatra ny vaovao ara-bola mikasika ny RPA ihany.

### **Andininy faha-6**

Andraikitra ny mpizara eo anatrehan'ny mpamandrika mikasika ny fifampirarahana ara-barotra

Ny mpizaza dia tsy tokony :

- a) manavakavaka eo amin'ny samy mpamandrika ao amin'ny asan'ny RPA atolony ;
- b) hametra ny fidiran'ny mpamandrika amin'ny RPA hafa ka mitaky aminy ny tsy ampiasaina afa-tsy ny RPA irery ihany na mampiasa fomba hafa ;
- c) mangataka sarany miovaova tanteraka na ampahany araka ny mpitatitra izay ivarotan'ny mpizaza ny asany ;

- d) mitaky ny mpamndrika ny hampiasany ny RPA-ny hamarotana ny asam-pitateran'ny mpitatitra iray ;
- e) mampifandray ny safidy na ny fampiasan'ny mpamndrika ny RPA-ny amin'ny fampirarahana ara-barotra mikasika ny famarotana ny asam-pitaterana amin'ny mpitatitra an'habakabaka iray ;
- f) mitaky amin'ny mpamandrika ny hampiasany ny zotrany na mandrara ireo tsy hampiasa fitaovana na solotsaina ara-kajy mirindra izay hafahany mifindrafindra avy amin'ny RPA iray mandeha amin'ny hafa nefa afaka mitaky ny fahaiza-miaraka ara-teknika amin'ny RPA-ny ;
- g) mitaky amin'ny mpamandrika fifanekena :
  - (i) tsy mihoatra ny dimy taona ; na
  - (ii) izay tsy azon'ny mpamndrika atao ny manafoana amin'ny fotoana rehetra rehefa afaka taona iray rehefa avy manao fampilazana miloha sy mitaky ny lany marina ; na
  - (iii) izay misy ny fepetra manohitohina ny Andininy mikasika ny fahataperam-potoana.

### **Andininy faha-7**

#### Andraikitry ny mpizara mikasika ny fampirantiana

Ny mpizara dia :

- a) manolotra fampirantiana iray na fampirantiana fototra momba ny ora, ny toerana misy sy ny saran-dalan'ny mpitatitra an'habakabaka izay mitovy, tsy manavakavaka, feno sy tsy miandany ka :
  - (i) tsy voarebireby mivantana na ankolaka noho ny anaran'ny mpitatitra mpandray anjara na ny an'ny seranam-piaramanidina ;
  - (ii) ny vaovao voalamina ao dia mandeha ho azy ampiharina amin'ny mpitatitra mpandray anjara sy ny andian-tanàna roa rehetra ;
- b) mitandro mba ho azo ampiasaina manontolo sy farafaharatsiny mora ampiasaina noho ny fampirantiana hafa atolony, izay fampirantiana fototra rehetra natolotra ;
- c) manolotra foana fampirantiana fototra afa tsy amin'ny fangatahana manokana ataon'ny mpampiasa ny fitaterana an'habakabaka izay mila fampirantiana hafa ;
- d) manorina ny filaharan'ny asa aseho ao amin'ny fampirantiana fototra ary koa ny fanivanana sy ny fanorenana asa avy amin'ny fifanankalozana ho amin'ny alalan'ny fepetraarahin-tanjona (ora fiaingana sy fahatongavana, faharetan'ny dia manontolo manelanelana ny fiaingan'ny sidina voalohany sy ny fahatongavan'ny sidina farany any ampahatongavana, lalan-kizorana, isan'ny toeram-pijanonana, isan'ny zotram-pifandraisana ary ny saran-dalana) ;
- e) manolotra ho an'ny mpamandrika :
  - (i) na fampirantiana fototry ny safidin-tsidina araka izao filaharana izao : ny sidina tsy miato, araka ny ora hiaingana, ny sidina mivantana rehetra tsy misy

- fanoloana fiaramanidina sy ny sidina rehetra misy fifandraisana araka ny faharetan'ny dia manontolo ;
- (ii) na fampirantiana fototry ny safidin-tsidina nalahatra amin'ny fomba hafa miankina amin'ny fepetra arahin-tanjona ;
  - (iii) na ireo fampirantiana fototra miorina amin'ny (i) sy (ii) ;
- f) mitandrina ny tsy ahazoan'ny mpitatitra mihitsy tombontsoa tsy ara-dalàna eo ampanaovana ny filaharan'ny asa ao anaty fampirantiana fototra ;
- g) ao anatin'ny fampirantiana fototra ny ora :
- (i) mampisaho mazava ny sidina tsindraindray, ny fiovana voafaritra mialohan'ny fiaramanidina eny an-dalana, ny fampiasana marim-pamantaran'ny mpitatitra iray ataon'ny hafa, ny anaran'ny mpitrandraka isaky ny sidina, ny isan'ny toeram-pijanonana voafaritra mialoha ary izay ampahan-dalana atao ety antanety na ny fiovana seranam-piaramanidina mety ilaina ;
  - (ii) raha ny vaovao mikasika ny asam-pitaterana mivantana ataon'ny mpitatitra mpandray anjara no tsy feno noho ny antony ara-teknika na raha fantany fa misy asam-pitaterana mivantana atolotry ny mpitatitra tsy mpandray anjara ary tsy mipetraka ao, dia mampiseho mazava fa ny vaovao miranty ao mikasika ny asam-pitaterana mivantana dia tsy feno manontolo ;
- h) mba hifidianana sy hananganana asa misy fifandraisana amin'ny fampirantiana fototra, dia mifantina toeram-pifandraisana samihafa (tsotra na maro) araka izay ilaina mba hanomezana safidy malalaka tsy misy fanavakavahana ;
- i) tsy mampiranty vaovao tsy marina na mamitaka am-panahy iniana na tsy nahy ;
- j) ho an'ny firenena izay mihevitra fa tsy afaka hiantoka ny hanajan'ny mpamandrika ny Andininy faha-10 dia mampiditra amin'ny fifanekena isaky ny mpamandrika, fepetra mikasika ny fanajana an'izany andininy izany ;
- k) raha misy mpitatitra mpandray anjara mitrandraka miaraka na nanao fifanarahana hafa izay mitsinjo fa ny roa na ny maro amin'izy ireo misahana andraikitra mazava mikasika ny tolotra na ny varotra vokatry ny fitaterana an'habakabaka amin'ny sidina iray na fitambaran'ny sidina maro, dia afahan'ny mpitatitra iray na telo raha be indrindra voakasika izany miseho tsy miaraka eo amin'ny fampirantiana miaraka ny mari-pamantarany

### **Andininy faha-8**

#### Andraikitra hafa an'ny mpizara

Ny mpizara :

- a) raha mangataka an-tsoratra izay Tarika liana dia manome ho kirakirainy, an-tsoratra sy amin'ny fotoana maha mety izany, ny vaovao mikasika ny asa natolotry ny RPA-ny, ny zo miaraka aminy, ny fomba fampidirana sy fitahirizana vaovao ao anatin'ny RPA-ny ery koa ny vaovao nomena ny mpamandrika mikasika ny fomba fanaovana, fanontanana sy ny famenoana tsy tapaka ny fampirantiana ;
- b) tsy manao izay fomba mety manakana na manimba ny fifaninanana eo amin'ny samy mpizara na mpitatitra an'habakabaka.

**Andininy faha-9**

## Andraikitra ny mpitatitra an'habakabaka

Ny mpitatitra an'habakabaka dia :

- a) tompon'andraikitra amin'ny fahamarinan'ny vaovao omeny ny mpizara hatsofoka ao anaty RPA ;
- b) raha manolotra vaovao mikasika ny asam-pitaterana amin'ny mpizara ;
  - (i) mitandro ny tsy hanome fampisehoana asa mamitaka ;
  - (ii) manondro mazava ny sidina tsindraindray, ny fiovana fiaramanidina eny andalana voafaritra mialoha, ny fampiasana mari-pamantaran'ny mpitatitra iray ataon'ny hafa, anaran'ny mpitrandraka isaky ny sidina, ny isan'ny toeram-pijanonana voafaritra mialoha ary izay ampahan-dalana atao ety an-tanety na ny fiovana serananm-piaramanidina mety ilaina ;
- c) tsy manda raha tsy misy antony ara-barotra sy teknika ara-dalana, ny handray anjara amin'ny RPA iray ampiasain'ny mpamandrika ao amin'ny firenena izay anjakan'io mpitatitra io ny tsena raha voafatotra ara-bola na mpikambana amin'ny RPA hafa izy (raha tsy ohatra angaha noho ny vokatry ny fifanaraham-pifandraisana anjara miaraka amin'ny mpizara) ;
- d) tsy nanda, raha tsy ny lalàna no mamela izany, hanolotra vaovao mikasika ny ora na ny saran-dalana amin'ny mpizara iray ka ny RPA dia ampiasain'ny mpamandrika ao amin'ny firenena nisy ny fonenan'io mpitatitra io raha efa nanome ireo vaovao ireo ho an'ny mpizara ka ny RPA ampiasain'ny mpamandrika ao amin'io firenena io ;
- e) tsy mitaky amin'ny mpamandrika ny hampiasainy RPA manokana hivarotana asam-pitaterana an'habakabaka na tsy mampifandray amin'ny safidy na amin'ny fampiasan'ny mpamandrika RPA iray manokana amin'ny fifanarahan-tsoratra mikasika ny famarotana ny asam-pitaterany an'habakabaka :
  - (i) raha manana tombontsoa ara-bola ao amin'io RPA io izy na mikambana amin'ny fomba hafa ao ; na
  - (ii) raha mampiroborobo io RPA amin'ny fomba tsy mitovy

**Andininy faha-10**

## Andraikitra ny mpamandrika

Ny mpamandrika dia :

- a) mampiasa na manolotra amin'izay varotra rehetra, fampirantiana fototra mifanaraka amin'ny fepetran'ny andininy faha-7, afa-tsy raha toa ka misy safidy tian'ny mpampiasa ny mpitatitra an'habakabaka ilana fampirantiana hafa ;
- b) tsy manodikodina ny vaovao atolotry ny RPA ka tsy hahatonga na inona antony na inona antony, fanomezana vaovao tsy marina na mamitaka an'ny mpampiasa ny fitaterana an'habakabaka ;
- c) tompon'andraikitra amin'ny fahamarinan'izay vaovao rehetra ampidirina ao anaty RPA ;

- d) mampilaza ny mpampiasa ny fitaterana an'habakabaka raha misy sidina tsindraindray ny RPA, fa ny sidina iray dia sidina tsindraindray ary izay fepetra manokana mifandray aminy ;
- e) mampilaza mazava ny sidina tsindraindray, ny fiovana fiaramanidina eny an-dalana voafaritra mialoha, ny fampiasana mari-pamantaran'ny mpitatitra iray ataon'ny hafa, anaran'ny mpitrandraka isaky ny sidina, ny isan'ny toeram-pijanonana voafaritra mialoha ary izay ampahan-dalana atao ety an-tanety na ny fiovana serananm-piaramanidina mety ilaina ho an'ny zotra tsirairay natolotra
- f) tsy manao sarintsarim-pamandrihana amin'ny alalan'ny RPA.

### **Andininy faha-11**

Fitandroana ny maha manokana ny antontanian'olona

- a) ny firenena dia maka ny fepetra mifantana amin'izany mba hitandroana ny tarika rehetra mandray anjara amin'ny fampandehanana ny RPA ;
- b) ny mpitatitra an'habakabaka, ny mpizara, ny mpamandrika sy ireo tarika hafa mandray anjara amin'ny fitaterana an'habakabaka dia tokony hitandro ny maha manokana ny antontanian'olona ao anaty SIR izay afahany miditra, ireo antontanisa ireo dia tsy azony ampitaina raha tsy mahazo alalana avy amin'ny mpandeha.

### **Andininy faha-12**

Fampiharana, fanovana sy tranga manokana

- a) ity Fitsipi-pitondrana ity dia manomboka manan-kery sy azo ampiharina ny voalaha'ny Novambra 1996. Azon'ny Filan-kevitra ovana raha heveriny fa manamarina an'izany ny toe-draharaha ary ny mari-pitondrana novana dia manafonana sy manolo tanteraka ny teo aloha ;
- b) manaiky ny firenena hanaraka ny Fitsipi-pitondrana amin'ny alalan'ny fampandrenesana ny fikambanana mikasika ny Fitaterana an'habakabaka Sivily Iraisam-pirenena (FHSI). Toy izany koa raha miala amin'izany fanekena izany izy ;
- c) ny firenena iray izay eken'ny Firenena Mikambana fa tany an-dalam-pandrosoana sy nampandre ny FHSI fa manaraka ny Fitsipi-pitondrana izy dia afaka tsy manaraka ny tapany c) ao amin'ny Andininy faha-4 hatramin'ny faha 31 desambra 2001, raha toa ka :
  - (i) ampandrenesiny amin'izany ny FHSI ;
  - (ii) mifanaraka amin'ny fifanarahana na fifandaminana ny tany roa na maro misy azy.
- d) izay firenena nampandre ny FHSI ny fanekeny hanaraka ny Fitsipi-pitondrana ka avy amin'ny alalan'ny tapany g) ao amin'ny Andininy faha-4 no amelany na hamerany ny fepetra tsy mifanaraka amin'ny Fitsipi-pitondrana dia nampandre ny FHSI an'ireo fepetra ireo izy.
- e) ny Filan-kevitra dia hilaza tsy tapaka ny firenena rehetra ny amin'ny fampandrenesana natao ho fampiharana ny tapany b) ka hatramin'ny d) ;

- f) ny RPA maro fiditra dia afaka tsy manaraka ny tapany h) ka hatramin'ny k) ao amin'ny Andininy faha-5 sy tapany a) ka hatramin'ny h) ary ny tapany k) ao amin'ny andininy faha-7

### TOVANA FAHA-III

#### **Fombafomba sy fepetra ho an'ny fifanarahana mikasika ny mari-jotra**

##### Famaritana

1. Ny andian-teny “Fizarana mari-jotra” dia midika ho fampiasana ny mari-jotra famantarana ny sidina an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka iray dia ny orinasa mpandray anjara, amin'ny fitaterana an'habakabaka ataon'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka faharoa antsoina hoe orinasa mpitrandraka, azo heverina ho fitaterana an'habakabaka iombonan'ireo orinasam-pitaterana roa ireo io fa saingy ny orinasa mpitrandraka no manao azy ;
2. Eo amin'ny lalana iray, ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika iray dia hahazo alalana hanao fizarana mari-jotra miaraka amin'ny orinasam-pitaterana voatondron'ny Tarika Mifanaiky ankilany fa tsy miaraka amin'ny orinasam-pitaterana avy ao amin'ny taniny ;
3. Ny mpandray anjara tsirairay amin'ny fizarana mari-jotra dia tokony hanana :
  - a) lisansa manan-kery mifanentana amin'izay nomen'ny tompon'andraikitra mahefa iray amin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka voakasika izany tsirairay avy ; sy
  - b) lisansa manan-kery ho an'ny asam-pitaterana anatin'ny ;
4. Izay fizarana mari-jotra rehetra dia tsy maintsy ampandalovina ho eken'ny Tompon'andraikitra amin'ny asa an'habakabaka mialoha alohan'ny hampiharana azy ;
5. Eo amin'izay misy an'ireo fanomezana haba sy isan'ny zotra azo ampiharina dia mihatra izany fepetra ho an'ny orinasam-pitaterana an'habakabaka ;
6. Eo amin'ny fitrandrahana na tolotra asam-pitaterana dia azon'ny orinasam-pitaterana rehetra voatondron'ny Tarika Mifanaiky iray ny manao fifanaraham-piaraha-miasa ara-barotra toy ny fizarana mari-jotra amin'ny orinasam-pitaterana iray na maromaro an'ny firenena hafa raha toa ka io firenena hafa io manome alalana na mamela ny hanaovana fifanarahana mitovy eo amin'ny orinasam-pitateran'ny Tarika Mifanaiky ankilany sy ny orinasam-pitaterana hafa na asam-pitaterana mandeha, na mandalo na avy amin'io firenena hafa io. Ny fepetra ny andalana faha - 3 atsy ambony dia azo ampiharina amin'ny orinasam-pitateran'ny firenena hafa manana fifanaraham-piaraha-miasa ara-barotra na fizarana mari-jotra miaraka amin'ny orinasam-pitateran'ny iray amin'ny Tarika Mifanaiky ;
7. Mikasika ny fifanarahana fizarana mari-jotra amin'ny firenena hafa dia orinasam-pitaterana telo (3) farafahabetsany no homena alalana hizara mari-jotra amin'ny orinasam-pitaterana mpitrandraka ;
8. Ireo orinasam-pitaterana mandray anjara amin'izany fifanarahana izany dia tokony hamaritana tsara isaky ny tapakila lafo, amin'izay mividy eo amin'ny toeram-pivarotana hoe orinasam-pitaterana iza no hanao marina iroa ampahan-dalana iroa sy amin'ny orinasam-pitaterana iza no nifanarahan'ny mpividy. Ny vaovao omena ny besinimaro dia tokony ho

marina sy feno fa tsy mifangaro na tsy hamitaka na hitarika fahadisoana mihitsy akory ;

9. Alohan'ny hidirana honolotra asam-pizarana mari-jotra, ny orinasam-pitaterana mpikambana amin'ny fifanaraham-pizarana mari-jotra dia mifanaraka amin'izay tarika ho tompon'andraikitra araka :
  - a) ny andraikitra ;
  - b) ny olana eo amin'ny mpampiasa na mpanjifa ; sy
  - c) ny fiarovana, fahazoana antoka sy fanamorana ;
10. Ny fifanarahana mampiseho fepetra mikasika ny fifanaraham-pizarana mari-jotra dia tokony voatahirin'ny Tompon'andraikitra amin'ny asam-pitaterana roa tonta.
11. Ho fanampin'ny toerana voatanisa ao amin'ny Tabilaon-dalana miaraka amin'ity Fifanarahan'ny roa tonta ity mikasika ny asam-pitaterana an'habakabaka dia azon'ny orinasam-pitaterana voatondro ny mitrandraka ireo toerana rehetra ao amin'ny tanin'ny Tarika Mifanaiky ankilany amin'ny alalan'ny orinasam-pitaterana iray na maro neken'io Tarika Mifanaiky ankilany io.

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

Le Président

à

Monsieur le Président du Sénat  
ANTANANARIVO

N° \_\_\_\_\_-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

Monsieur le Président,

En application des dispositions de l'article 86 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins d'examen, un exemplaire de la :

**- Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs,**

que l'Assemblée nationale a adoptée en sa séance plénière du 29 octobre 2003, en application des dispositions de l'article 57, alinéa 2, de son Règlement Intérieur.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

**LAHINIRIKO** Jean

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
***Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana***

**ASSEMBLEE NATIONALE**

LE SECRETAIRE GENERAL

à

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DU SENAT  
-ANTANANARIVO-

N° \_\_\_\_\_-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs .....	100 ex	« Aux fins d'examen »

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE PRESIDENT**

à

**Monsieur LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**  
**ANTANANARIVO**

N° \_\_\_\_\_ -AN/Q2/SG/DL.4

**Antananarivo, le**

**Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

En vue de l'application des dispositions de l'article 57 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous transmettre, aux fins de promulgation, un exemplaire de la :

**- Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs,**

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 29 octobre 2003 et du 18 décembre 2003, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Constitution .

Veillez recevoir, Monsieur le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, l'expression de ma très haute considération.

**LAHINIRIKO Jean**

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE PRESIDENT**

à

**Monsieur LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT  
ANTANANARIVO**

N° \_\_\_\_\_ -AN/Q2/SG/DL.4

**Antananarivo, le**

**Monsieur le PREMIER MINISTRE,**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, un exemplaire de la :

**- Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le  
Gouvernement de la République de Madagascar et le  
Gouvernement de la République de Namibie sur les services  
aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs,**

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 29 octobre 2003 et du 18 décembre 2003, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

**LAHINIRIKO Jean**

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE PRESIDENT**

à

**Monsieur LE PRESIDENT DE LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE  
ANTANANARIVO**

N° \_\_\_\_\_ -AN/Q2/SG/DL.4

**Antananarivo, le**

**Monsieur le PRESIDENT,**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, pour information, un exemplaire de la :

**- Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le  
Gouvernement de la République de Madagascar et le  
Gouvernement de la République de Namibie sur les services  
aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs,**

que l'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptée, lors des séances plénières respectivement en date du 29 octobre 2003 et du 18 décembre 2003, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

**LAHINIRIKO Jean**

**REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE SECRETAIRE GENERAL**

à

**MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE  
LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**-ANTANANARIVO-**

N° \_\_\_\_\_ -AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.....	31 ex	"En vue des formalités de promulgation prévues par l'article 57 de la Constitution"

**REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE SECRETAIRE GENERAL**

à

**MONSIEUR LE GREFFIER EN CHEF DE  
LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE**

**-ANTANANARIVO-**

N° \_\_\_\_\_-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.....	02 ex	"Pour information"

**REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE SECRETAIRE GENERAL**

à

**MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL  
DU GOUVERNEMENT**

**ANTANANARIVO**

N° \_\_\_\_\_-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.....	5 ex	"Pour information"

**REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA**  
*Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana*

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**LE SECRETAIRE GENERAL**

à

**MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL  
DU SENAT**

**ANTANANARIVO**

N° \_\_\_\_\_-AN/Q2/SG/DL.4

Antananarivo, le

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Loi n° 2003 - 035 autorisant la ratification de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Madagascar et le Gouvernement de la République de Namibie sur les services aériens entre et au-delà de leurs territoires respectifs.....	02ex	"Pour information"